



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 JUILLET 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 23rd, 1949

RECEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1949.

Québec ce 21 juin 1949.

25230-25-10-o

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1949.

Quebec, this 21st of June 1949.

25230-25-10-o.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Amor Ring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Leon David Crestohl, conseil en loi du Roi, Max Crestohl, tous deux avocats de la cité d'Outremont, Olyve Harrison, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Amor Ring Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Leon David Crestohl, King's Counsel, Max Crestohl, both advocates, of the city of Outremont, Olyve Harrison, secretary, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de bagues et de bijouterie, sous le nom de "Amor Ring Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373 L. DÉSILETS.

Anco Refining Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi (S.R.Q. 1941, chapitre 276), des lettres patentes en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, de Montréal, Cyril E. Schwisberg et Samuel E. Schwisberg, tous deux de la cité d'Outremont, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, raffiner et, en général, faire le commerce d'eaux d'alimentation composées, huile à chauffage, dissolvants, matières servant à enlever la suie et choses semblables, produits chimiques industriels, sous le nom de "Anco Refining Co. Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9220 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373 L. DÉSILETS.

Arrow Sewing Machine Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1949, constituant en corporation: John J. Gottlieb, Joseph H. Freedman, avocats, René Geoffrion, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre, assembler et distribuer des machines à coudre, sous le nom de "Arrow Sewing Machine Co. Ltd." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373 L. DÉSILETS.

Baldwin's Storage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mai 1949, constituant en corporation: Armand Rousseau, conseil en loi du Roi, Wesley Hyndman Bradley, Douglas Stevens Howard, tous avocats, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'entreposage et d'entreposage frigorifique et de tout commerce s'y rattachant.

To deal in rings and jewellery, under the name of "Amor Ring Inc." with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o Deputy Attorney General.

Anco Refining Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: Samuel Greenblatt, of Montreal, Cyril E. Schwisberg and Samuel E. Schwisberg, both of the city of Outremont, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, refine, and generally deal in feed water compounds, fuel oil, solvents, soot removers and alike industrial chemicals, under the name of "Anco Refining Co. Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9220 St. Lawrence Blvd, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o Deputy Attorney General.

Arrow Sewing Machine Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: John J. Gottlieb, Joseph H. Freedman, advocates, René Geoffrion, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of selling, assembling and distribution of sewing machines, under the name of "Arrow Sewing Machine Co. Ltd." with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o Deputy Attorney General.

Baldwin's Storage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1949, incorporating: Armand Rousseau, King's Counsel, Wesley Hyndman Bradley, Douglas Stevens Howard, all advocates, of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and cold storage, and all the business necessarily or

tant nécessairement ou implicitement, sous le nom de "Baldwin's Storage Ltd.", avec un capital de 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et la compagnie commencera ses opérations avec \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373

L. DÉSILETS.

Beauharnois Motor Sales Limitée
Beauharnois Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1949, constituant en corporation: J.-Edouard Charlebois, commerçant, Dame Germaine Fortin, épouse séparée de biens du dit J.-Edouard Charlebois, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ménagère, et François Giroux, gérant, tous de la cité de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces et d'accessoires d'automobiles et d'automobiles, sous le nom de "Beauharnois Motor Sales Limitée — Beauharnois Motor Sales Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Central Novelty Shop

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: E. Michael Berger, Alan Bernard Gold et Murray Lapin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de nouveautés, bijouterie, effets de maison, vêtements, jouets, accessoires de bureau et de maison, menus objets de quincaillerie, sous le nom de "Central Novelty Shop", avec un capital de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373

L. DÉSILETS.

Centre Notre-Dame Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé J.-Alcide Gareau, prêtre-curé, Roland Sabourin, protonotaire de la Cour supérieure à Saint-Jean, John-T. Shannon, médecin-vétérinaire, Edmond Bisailon, Moïse Clouâtre, ou-

implicitly incidental thereto, under the name of "Baldwin's Storage Ltd.", with a capital stock of 1,000 shares without nominal or par value, and the company will commence its operations with \$5,000.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o

Deputy Attorney General.

Beauharnois Motor Sales Limitée
Beauharnois Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1949, incorporating: J. Edouard Charlebois, trader, Dame Germaine Fortin, wife separate as to property of said J. Edouard Charlebois, and duly authorized by him for the purposes hereof, housewife, and François Giroux, manager, all of the city of Beauharnois, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To deal in automobile parts and accessories and in automobiles, under the name of "Beauharnois Motor Sales Limitée — Beauharnois Motor Sales Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373

Deputy Attorney General.

Central Novelty Shop

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: E. Michael Berger, Alan Bernard Gold, and Murray Lapin, Advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of novelties, jewellery, household equipment, wearing apparel, toys, office and household accessories, small articles of hardware, under the name of "Central Novelty Shop", with a capital stock of \$20,000, divided into 400 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney, General this twenty-third day of May 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o

Deputy Attorney General.

Centre Notre-Dame Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé J. Alcide Gareau, parish priest, Roland Sabourin, prothonotary of the Superior Court at Saint John's, John T. Shannon, veterinary surgeon, Edmond Bisailon, Moïse Clouâtre,

vriers et Joseph Clouâtre, contremaître, tous de la cité de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Construire, posséder, administrer et exploiter un immeuble devant servir de salle paroissiale à l'usage des citoyens de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, sous le nom de "Centre Notre-Dame Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Ciné Gaspé Ltée (Ltd)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier juin 1949, constituant en corporation: Joseph-Claude Beaudet, commerçant, Mme Ida St-Laurent Beaudet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du dit Joseph-Claude Beaudet, et Mlle Béatrice Doucet, comptable, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter, en général, des cinémas, des salles de théâtre et des salles d'amusements, sous le nom de "Ciné Gaspé Ltée (Ltd)", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Cinéma Maniwaki-Mont-Laurier Limitée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1949, constituant en corporation: Joseph-Elias-Philias-Eugène Thériault, propriétaire de cinéma, de la cité de Maniwaki, district judiciaire de Hull, Charles-Avila Séguin et Roger Nantel Séguin, avocats, tous deux de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Acheter, construire, posséder, louer des théâtres, des cinémas, des places d'amusements, des salles de billards et de pool, des allées de quilles et les exploiter à profit, sous le nom de "Cinéma Maniwaki — Mont-Laurier Limitée", avec un capital de \$250,000 divisé en 25,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Circle Paint Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: Guy

workmen, and Joseph Clouâtre, foreman, all of the city of Saint John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To build, own, manage and operate an immovable to serve as a parish hall for the use of the citizens of the parish of Notre-Dame-Auxiliatrice, under the name of "Centre Notre-Dame Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373

Deputy Attorney General.

Ciné Gaspé Ltée (Ltd)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1949, incorporating: Joseph Claude Beaudet, trader, Dame Ida St-Laurent-Beaudet, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Joseph Claude Beaudet, and Mlle Béatrice Doucet, accountant, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To operate, generally, moving picture houses, theatres and amusement halls, under the name of "Ciné Gaspé Ltée (Ltd)", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25373

Deputy Attorney General.

Cinéma Maniwaki-Mont-Laurier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1949, incorporating: Joseph Elias Philias Eugène Thériault, moving-picture theatre owner, of the city of Maniwaki, judicial district of Hull, Charles Avila Séguin and Roger Nantel Séguin, advocates, both of the city of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To buy, build, own, and lease theatres, moving picture theatres, places of amusement, billiard and pool rooms, bowling alleys and to operate the same for profit, under the name of "Cinéma Maniwaki — Mont-Laurier Limitée", with a capital stock of \$250,000 divided into 25,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373

Deputy Attorney General.

Circle Paint Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: Guy Robert, Jean-Paul

Robert, Jean-Paul Noël, Louis Trempe, avocats, tous trois de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, distribuer, toutes sortes de peintures, huiles, articles de plomberie, moteurs, outillages, appareils électriques et tous articles connexes au commerce de quincaillerie, sous le nom de "Circle Paint Store Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 255, Boulevard Décarie, Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Delta Machine and Motor Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mai 1949, constituant en corporation: Kurt Messner, contre-maître, Joseph Molnar, mécanicien, Grace Cosh Messner, Eva Adorian Molnar, ménagères, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, arrenter, louer ou autrement acquérir tous genres de machines et moteurs et articles contenant des machines ou moteurs, ainsi que des motocyclettes, bicyclettes, radios et appareils électriques de tous genres, sous le nom de "Delta Machine and Motor Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

De Luxe Cleaners & Dyers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Georges François Reid, avocats, Louise Héon, fille majeure, sténographe, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de teinturerie, nettoyage, pressage et réparation; un commerce général de buanderie, sous le nom de "De Luxe Cleaners & Dyers Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Diamants Jodoin Ltée Jodoin Diamonds Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier juin 1949, constituant en corporation: Jean-Paul Jodoin, voyageur de commerce, de

Noël, Louis Trempe, advocates, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, distribute all kinds of paints, oils, plumbing supplies, motors, equipment, electric appliances and all articles connected with the hardware business, under the name of "Circle Paint Store Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 255 Decarie Boulevard, Ville St-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Delta Machine and Motor Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1949, incorporating: Kurt Messner, Foreman, Joseph Molnar, Mechanic, Grace Cosh Messner, Eva Adorian Molnar, Housewives, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, rent, lease or otherwise acquire all types of machines and motors and articles containing machines or motors, as well as motor-cycles, bicycles, radios, and electrical appliances of all types, under the name of "Delta Machine and Motor Company" with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

De Luxe Cleaners & Dyers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Paul Galt Michaud, Georges François Reid, Advocates, Louise Héon, Spinster, Stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general dyeing, cleaning, pressing, and repairing business; a general laundry business, under the name of "De Luxe Cleaners & Dyers Ltd." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Diamants Jodoin Ltée Jodoin Diamonds Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1949, incorporating: Jean Paul Jodoin, commercial traveller, of Farnham, Lucien Jodoin, mer-

Farnham, Lucien Jodoin, marchand de Granby, et Roger Dupuis, gérant, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tout ce qui peut se rapporter à l'industrie de la bijouterie, sous le nom de "Diamants Jodoin Ltée — Jodoin Diamonds Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Ever-Ready Ticket & Label Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, Bernard Diamond, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs en général, éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité et le commerce qui consiste à manufacturer et vendre des boîtes en papier, papeterie, étiquettes mobiles, étiquettes gommées et capsules de bouteilles, sous le nom de "Ever-Ready Ticket & Label Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt en aucun temps.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Franklin Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mai 1949, constituant en corporation: Assad Kallil Eddy, manufacturier, Alice Haddad et Julia Shaar, toutes deux gérantes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chemises, sous-vêtements, pantalons, couvre-tout, et vêtements de sport pour hommes et garçons, sous le nom de "Franklin Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Gagnon & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1949, constituant en corporation: Charlemagne Pilon, gérant, Gabriel

chant, of Granby, and Roger Dupuis, manager, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with everything connected with the jewellery business, under the name of "Diamants Jodoin Ltée — Jodoin Diamonds Ltd.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Ever-Ready Ticket & Label Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, Bernard Diamond, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, publishers, lithographers, engravers, book binders, booksellers, type founders and advertising agents and the business of manufacturing and dealing in paper boxes, stationery, tags, labels and bottle caps, under the name of "Ever-Ready Ticket & Label Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The number of shareholders of the company shall at no time exceed twenty.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Franklin Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1949, incorporating: Assad Kallil Eddy, Manufacturer, Alice Haddad and Julia Shaar, both Managers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's and boys' shirts, underwear, trousers, overalls, and sportswear, under the name of "Franklin Manufacturing Co. Ltd." with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each, and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Gagnon & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1949, incorporating: Charlemagne Pilon, manager, Gabriel Pilon, clerk,

Pilon, commis, tous deux de Montréal et Irénée Pilon, commis, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, garnitures de maisons, accessoires électriques, bibelots et autres articles de ce genre, sous le nom de: "Gagnon & Frère Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4146 rue Ste-Catherine Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Garage Masson, Ltée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Paul-Omer Parent, Charles Parent, surintendants, Henri Desaulniers, garagiste, et Marcelle Larose, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de garagistes, sous le nom de "Garage Masson, Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Glamour Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, Yvonne Bélanger, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, posséder et exploiter des magasins pour la vente de vêtements, textiles, tissus et produits textiles, sous le nom de "Glamour Shops Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Globe Neckwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1949, constituant en corporation: Manuel Shacter, Louis H. Rohlick, C.R., avocats et Dame Jessie Davine, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des cravates, mouchoirs et garnitures, lainages, tissus textiles et

both of Montreal, and Irénée Pilon, clerk, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, household accessories, electric appliances, novelties and other articles of a like nature, under the name of "Gagnon & Frère Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 4146 St. Catherine street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Garage Masson, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Paul Omer Parent, Charles Parent, superintendents, Henri Desaulniers, garage keeper, and Marcelle Larose, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of garage keepers, under the name of "Garage Masson, Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Glamour Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, Yvonne Bélanger, fille majeure, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, construct, own and operate stores dealing in wearing apparel, textiles, textile materials and products, under the name of "Glamour Shops Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Globe Neckwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1949, incorporating: Manuel Shacter, Louis H. Rohlick, K.C., Advocates, and Dame Jessie Davine, Spinster, Secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, ties, handkerchiefs, and trimmings, woollens, textile fabrics and all kinds

toutes sortes d'étoffes et cotonnades en général, sous le nom de "Globe Neckwear Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 900 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Harmony Lane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Phyllis Schwartz, Mary Steiman, secrétaires, filles majeures, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce comme marchands d'instruments de musique, accessoires et appareils de toutes sortes, articles et appareils électriques de toutes sortes, sous le nom de "Harmony Lane Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune, et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Hatchcraft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Jacques de Billy, de Lévis, Gilles de Billy, de Québec, tous deux avocats, Alice Guntensperger, sténographe, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bourses, sacoches, bracelets de montres, ceintures, porte-monnaie et articles et produits en cuir de toutes sortes, sous le nom de "Hatchcraft Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de cette compagnie n'excèdera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Helix Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Gordon Kohl, avocats, James Turner Lumsden, commis, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Détenir comme agent ou autrement, offrir à la souscription publique, vendre et négocier des

of cloth and cotton goods generally, under the name of "Globe Neckwear Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 900 preferred shares of \$100 each and 100 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to ten.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Harmony Lane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Charles Brownstein, Advocate, Phyllis Schwartz, Mary Steiman, Secretaries, filles majeures, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers, in musical instruments, accessories and appliances of all kinds, electrical goods and appliances of all kinds, under the name of "Harmony Lane Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Hatchcraft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Jacques de Billy, of Lévis, Gilles de Billy, of Québec, both lawyers, Alice Guntensperger, stenographer, of the city of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To deal in purses, handbags, watch-straps, belts, billfolds, and in leather goods and products of all kinds, under the name of "Hatchcraft Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The number of the shareholders of this company will not exceed twenty.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Helix Building Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Donald Newton Byers, Gordon Kohl, advocates, James Turner Lumsden, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To hold as agent or otherwise, to offer for public subscription, sell, deal in bonds, debentures,

obligations, débetures, titres, actions et autres valeurs, annuités, effets de commerce, récépissés d'entrepôts, billets, sous le nom de "Helix Building Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à dix (10).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Keefer Cigar Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Maurice Trudeau, Philippe Beaugard, tous deux avocats et Conseils en Loi du Roi, d'Outremont, et Roger Beaulieu, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tabac, bonbons, briquets, bijouterie, cadeaux, objets d'art, bibelots, nouveautés, menus articles (smallware, notions), liqueurs douces, ferronnerie, marchandises sèches, sous le nom de "Keefer Cigar Store Ltd.", avec un capital de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

La Ligue de l'Autonomie des Provinces

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis de Lorimier, journaliste, de Westmount, Marc Robert, universitaire, Gaétan Jasmin, étudiant en médecine, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La sauvegarde de la constitution canadienne, sous le nom de "La Ligue de l'Autonomie des Provinces".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

L'Arena du Cap Limitée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Gustave Catellier, courtier, Alfred Brunel, épicière, Leopold Grégoire, garagiste, Paul-E. Roy, manufacturier, Edgar-H. Desmarais, ajusteur, Wilbrod Rousseau, contracteur,

stocks, shares and other securities, annuities, trades acceptances, warehouse receipts, notes, under the name of "Helix Building Limited" with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be restricted to ten (10).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Keefer Cigar Store Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Maurice Trudeau, Philippe Beaugard, both advocates and King's Counsel, of Outremont, and Roger Beaulieu, advocate, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in tobacco, candies, lighters, jewelry, gifts, works of art, knick-knacks, novelties, smallware, notions, soft drinks, ironware and dry-goods, under the name of "Keefer Cigar Store Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

La Ligue de l'Autonomie des Provinces

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Louis de Lorimier, journalist, of Westmount, Marc Robert, university man (universitaire), Gaétan Jasmin, student in medicine, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The safeguarding of the Canadian constitution, under the name of "La Ligue de l'Autonomie des Provinces".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is ten thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

L'Arena du Cap Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Gustave Catellier, broker, Alfred Brunel, grocer, Léopold Grégoire, garage keeper, Paul E. Roy, manufacturer, Edgar H. Desmarais, adjuster, Wilbrod Rousseau, contractor, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial

tous du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Acquérir, utiliser un arène, auditorium ou amphithéâtre pour offrir et donner au public, moyennant un prix d'admission, des représentations d'attractions sportives, récréatives ou autres, sous le nom de "L'Arena du Cap Limitée", avec un capital de \$25,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-0 L. DÉSILETS.

district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To acquire and make use of an arena, an auditorium or amphitheatre for presenting and giving to the public, for an admission fee, sportive and recreational or other entertainments, under the name of "L'Arena du Cap Limitée", with a capital stock of \$25,000 divided into 200 common shares of \$50 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

L'Association des Employés de Syndicats Coopératifs et de Mutuelles

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: l'hon. sénateur Cyrille Vaillancourt, directeur-gérant de la Fédération des Caisses Populaires, Paul-Emile Charron, assistant-secrétaire de la Fédération des Caisses populaires, Rosario-Honoré Tremblay chef du Service d'Inspection de la Fédération des Caisses populaires, Laval Chartré, chef de Bureau de la Société d'Assurance des Caisses populaires, Rosaire Préfontaine, secrétaire-trésorier des Producteurs de Sucre d'Erable, Roger Marcotte, chef comptable de la Caisse Centrale Desjardins de Lévis, tous six de Lévis, Tarcisius DeGuise, directeur-gérant de la Caisse populaire de St-Malo, Gaston Chartré, directeur-gérant de la Caisse populaire de N.-D. de Jacques-Cartier, Ernest Guimont, directeur-gérant de la Caisse populaire de Québec-Est, Antoine Dussault, directeur-gérant de la Caisse populaire de St-Sauveur, et Joseph Fortier, directeur-gérant de la Caisse populaire de St-François d'Assise, tous cinq de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Permettre à ses membres de se mieux connaître et de mieux fraterniser, ainsi que de favoriser l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de chacun d'eux, sous le nom de "L'Association des Employés de Syndicats Coopératifs et de Mutuelles."

Le siège social de la corporation sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-0 L. DÉSILETS.

L'Association des Employés de Syndicats Coopératifs et de Mutuelles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Hon. Senator Cyrille Vaillancourt, managing director of "La Fédération des Caisses Populaires", Paul Emile Charron, assistant-secretary of "La Fédération des Caisses Populaires", Rosario Honoré Tremblay, chief of the inspection department of "La Fédération des Caisses Populaires", Laval Chartré, office chief of "La Société d'Assurance des Caisses Populaires", Rosaire Préfontaine, secretary-treasurer of the "Producteurs de Sucre d'Erable", Roger Marcotte, chief accountant, of the "Caisse Centrale Desjardins de Lévis, all six of Lévis, Tarcisius DeGuise, managing director of "La Caisse populaire de St-Malo", Gaston Chartré, managing director of "La Caisse Populaire de N.-D. de Jacques-Cartier", Ernest Guimont, managing director of "La Caisse Populaire de Québec-Est", Antoine Dussault, managing director of "La Caisse populaire de St-Sauveur", and Joseph Fortier, managing director of "La Caisse populaire de St-François d'Assise", all five of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To afford its members the means of becoming better acquainted and more brotherly, and also further the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of each one of them, under the name of "L'Association des Employés de Syndicats Coopératifs et de Mutuelles".

The head office of the corporation will be at Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Les Loisirs de Notre-Dame

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi (S.R.Q. 1941, chapitre 276), des lettres patentes, en date du onze juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Jean-Baptiste Vinet, p.s.s., curé de la paroisse Notre-Dame, Rolland Roy, Roger Bouchard, comptables, Eugène Brais, marchand et

Les Loisirs de Notre-Dame

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of June, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Reverend Jean Baptiste Vinet, p.s.s., pastor of the parish of Notre-Dame, Rolland Roy, Roger Bouchard, accountants, Eugène Brais, merchant, and Noël Pay-

Noël Payment, vendeur, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir dans une même organisation l'administration des loisirs de la jeunesse catholique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, sous le nom de "Les Loisirs de Notre-Dame".

Le montant auquel sont limités les revenus des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

ment, salesman, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite under one and the same organization the management of the recreational centres of the catholic youth of the parish of Notre-Dame de Montréal, under the name of "Les Loisirs de Notre-Dame".

The amount to which the revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Les Sœurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérendes Sœurs Marie St-Charles de Milan, née Arsélia Pelletier, supérieure, Marie-Mechtilde-du-Sacré-Cœur, née Irène Michon, assistante, Marie-Françoise-Thérèse, née Gertrude-Alice Bérard, économe, toutes trois de Sherbrooke, Sœur du Sacré-Cœur-de-Marie, née Ernestine Collette, directrice, d'Upton, Marie-Aimée de l'Eucharistie, directrice, de Drummondville, Marie-Charles-Arthur, née Alexandrine Soutière, directrice, de Coaticook, pour les objets suivants:

Instruire la jeunesse et pratiquer les œuvres de charité chrétienne, sous le nom de "Les Sœurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$3,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Les Sœurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Reverend Sisters Marie St-Charles de Milan, née Arsélia Pelletier, superior, Marie Mechtilde-du-Sacré-Cœur, née Irène Michon, assistant, Marie-Françoise-Thérèse, née Gertrude Alice Bérard, économe, all three of Sherbrooke, Sœur du Sacré-Cœur-de-Marie, née Ernestine Collette, directress, of Upton, Marie-Aimée de l'Eucharistie, directress, of Drummondville, Marie Charles-Arthur, née Alexandrine Soutière, directress, of Coaticook, for the following purposes:

To teach juveniles and practise works of christian charity, under the name of "Les Sœurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$3,000,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Martin Motor Sales Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1949, constituant en corporation: Lucien Thouin, avocat, Rita Dufresne, Lucienne Méreineau, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un garage, faire le commerce d'automobiles neufs, usagés, de parties d'automobiles, sous le nom de "Martin Motor Sales Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Martin Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1949, incorporating: Lucien Thouin, advocate, Rita Dufresne and Lucienne Méreineau, secretaries, spinsters, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a garage and deal in new and used cars and automobile parts, under the name of "Martin Motor Sales Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Modern Buildings Equipment Ltd

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-

Modern Buildings Equipment Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Gabriel Jodoin, comptable, Henri Lauzon, commis, et Marguerite Lauzon, sténographe, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Louer, réparer toute sorte de machineries et équipements servant à la construction de tous genres, sous le nom de "Modern Buildings Equipment Ltd", avec un capital de \$19,900, divisé en 199 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 736 Chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DESILETS.

Mouton Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mai 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de peaux brutes et préparées et fourrures de toutes sortes, sous le nom de "Mouton Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DESILETS.

Naismith Painting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Georges François Reid, avocats, Louise Héon, fille majeure, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'entrepreneurs généraux, constructeurs, bâtisseurs, dragueurs et excavateurs, sous le nom de "Naismith Painting Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DESILETS.

**Nicupt Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Louis Philippe Massicotte, agent, Claude Bigué, avocat, d'Amos, district judiciaire d'Abi-

Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Gabriel Jodoin, accountant, Henri Lauzon, clerk, and Marguerite Lauzon, stenographer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To lease and repair all kinds of machinery and equipment used in construction work of all kinds, under the name of "Modern Buildings Equipment Ltd", with a capital stock of \$19,900, divided into 199 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 736 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DESILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Mouton Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Yvonne Bélanger, fille majeure, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers both in raw and dressed skins, furs of all kinds, under the name of "Mouton Mfg. Co. Ltd." with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1949.

L. DESILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Naismith Painting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Paul Galt Michaud, Georges François Reid, advocates, Louise Héon, spinster, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of general contractors, constructors, builders, dredgers and excavators, under the name of "Naismith Painting Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May 1949.

L. DESILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

**Nicupt Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Louis Philippe Massicotte, Agent, Claude Bigué, Lawyer, of Amos, Judicial District of Abitibi and Heber

tibi et Heber J. D. Bambrick, géologue, de Flin Flon, province du Manitoba, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais.

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres afin d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Niciput Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

25373

Northfolk Paper Converters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, de Montréal, Cyril E. Schwisberg et Samuel E. Schwisberg, de la cité d'Outremont, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de papier, papier gaufré, papier d'emballage, papier pour cadeaux, papier de soie, tapisserie et articles de décoration de toute sorte, sous le nom de "Northfolk Paper Converters Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 157 ouest, rue Lagauchetière, cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

25373

Oxygen Therapy Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mai 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, William Patrick Creagh, commis en loi, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et producteurs d'air liquide, d'oxygène, de nitrogène, d'argon et de tous autres gaz sous leurs formes, applications et usages et de toutes sortes d'instruments et accessoires médicaux, chirurgicaux et d'hôpital, sous le nom de "Oxygen Therapy Service Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

J. D. Bambrick, geologist, of Flin Flon, Province of Manitoba, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals.

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Niciput Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 common shares of the par value of \$1 each.

The shareholders shall incur no responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Amos, Judicial District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of May, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

25373-o

Northfolk Paper Converters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Samuel Greenblatt, of Montreal, Cyril E. Schwisberg and Samuel E. Schwisberg, of the City of Outremont, all Advocates, of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in paper, corrugated paper, wrapping paper, gift paper, paper tissue, wallpaper and decorating materials of every kind, under the name of "Northfolk Paper Converters Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and 100 common shares at the par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the Company will be at 157 Lagauchetière St. West, in the City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of May, 1949.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

25373-o

Oxygen Therapy Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Cecil Bruce Cooke, secretary, William Patrick Creagh, law clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and producers of liquid air, oxygen, nitrogen, hydrogen, argon and all other gases, in all forms, applications or uses and all kinds of medical, surgical and hospital equipment and supplies, under the name of "Oxygen Therapy Service Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Paul Dozois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Maurice Trudeau, Philippe Beauregard, avocats et conseils en loi du Roi, d'Outremont, et Roger Beaulieu, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tabac, bonbons, briquets, bijouterie, cadeaux, objets d'art, bibelots, nouveautés, menus articles (smallware, notions), liqueurs douces, ferronnerie, marchandises sèches, sous le nom de "Paul Dozois Ltée", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Rabow & Tannenbaum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, administrer et exploiter et avoir le droit de vendre, transférer et échanger la propriété immobilière, y compris le terrain et les bâtisses, portant les numéros civiques 163-67 ouest, rue St-Paul, Montréal, sous le nom de "Rabow & Tannenbaum Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Rifka Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juin 1949, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Moses Moscovitch, avocat, Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général qui consiste à acheter, vendre, négocier, manufacturer et pro-

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Paul Dozois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Maurice Trudeau, Philippe Beauregard, advocates and King's Counsel, of Outremont, and Roger Beaulieu, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in tobacco, candies, lighters, jewellery, gifts, works of art, knick-knacks, novelties, smallware, notions, soft drinks, ironware and dry goods, under the name of "Paul Dozois Ltée", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Rabow & Tannenbaum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Michael Garber, Advocate and King's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Advocate, and Irene Rubin, Secretary, both of the City of Montreal, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, administer and operate and have the right to sell, transfer and exchange the immoveable, both land and buildings, bearing civic Nos. 163-67 St. Paul Street West, Montreal, under the name of "Rabow & Tannenbaum Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Rifka Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1949, incorporating: John Jacob Spector, Advocate and King's Counsel, Moses Moscovitch, Advocate, Margaret McMartin, Clerk, Spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business generally of buying, selling, dealing in, manufacturing and producing

duire des vêtements et accessoires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Rifka Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

R-Nold Cloak & Suit Co., Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mai 1949, constituant en corporation: Hyman Gilman, manufacturier, Roméo Fortin, bourgeois, Raymond Lafond, brodeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de toutes sortes d'habits et vêtements de sport pour dames et enfants, sous le nom de "R-Nold Cloak & Suit Co., Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

Roger Laverdure Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize juin 1949, constituant en corporation: Roger Laverdure, buandier, Maurice Laverdure, avocat, et Jean-Lord Poissant, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire un commerce général de buanderie.

Faire des opérations de teinturiers, dégraisseurs et nettoyeurs, sous le nom de "Roger Laverdure Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Roméo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Me Réginald D. Tormey, Me Gérard Corbeil, avocats, tous de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de "Roméo Inc.", avec un capital de \$125,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

wearing apparel and accessories of all kinds and descriptions, under the name of "Rifka Inc." with a capital stock of \$20,000, divided into 200 preferred shares of the par value of \$50 each and 200 common shares of the par value of \$50 each.

The head office of the Company, will be at the City of Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

R-Nold Cloak & Suit Co., Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1949, incorporating: Hyman Gilman, manufacturer, Roméo Fortin, gentleman, Raymond Lafond, embroiderer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade of manufacturers of all kinds of ladies' and children's wearing apparel and sportswear, under the name of "R-Nold Cloak & Suit Co., Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the 27th day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Roger Laverdure Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1949, incorporating: Roger Laverdure, laundryman, Maurice Laverdure, advocate, and Jean Lord Poissant, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general laundry business.

To carry on the operations of dyers, grease removers and cleaners, under the name of "Roger Laverdure Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Roméo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Léo Davignon, accountant, Me Réginald D. Tormey, Me Gérard Corbeil, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Roméo Inc.", with a capital stock of \$125,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 1,100 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Rossy Realities, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Lyon Caplan, notaire, Ann Rachel Caplan, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et administrer les opérations d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Rossy Realities, Limited", avec un capital de \$55,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera jamais vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Rossy Realities, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Joseph Helal, Advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, Notary, Ann Rachel Caplan, Stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on and manage the operations of a realty company, under the name of "Rossy Realities, Limited", with a capital stock of \$55,000 divided into 50 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall never exceed twenty (20).

The head office of the company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373-o Deputy Attorney General.

Sheet Metal Office & Hospital Specialty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1949, constituant en corporation: Reginald Donald Tormey, Marcel Bélanger, avocats, Paul Cloutier, courtier, tous trois de la cité de Montréal, Paul-Emile LeJour, avocat, de la cité de Lachine, et Jeanne Drouin, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou faire manufacturer, ouvrir ou faire ouvrir, travailler ou faire travailler tous métaux en feuille ou sous toutes autres formes et tous alliages, sous le nom de "Sheet Metal Office & Hospital Specialty Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Sheet Metal Office & Hospital Specialty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1949, incorporating: Reginald Donald Tormey, Marcel Bélanger, advocates, Paul Cloutier, broker, all three of the city of Montreal, Paul Emile LeJour, advocate, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or have them manufactured, work or have them wrought, process or have them processed all sheet metals or metals in any other form and all alloys, under the name of "Sheet Metal Office & Hospital Specialty Ltd.", with a capital stock of \$200,000 divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 1,800 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Société Internationale de Recherches Economiques Inc.
International Economic Research Corporation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Lucienne Gagnon, comptable, Flore-Annette Poirier, secrétaire, toutes deux de la cité de Montréal, et Jeanne Senay, secrétaire, de la cité de Verdun, toutes trois filles majeures, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Société Internationale de Recherches Economiques Inc.
International Economic Research Corporation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Lucienne Gagnon, accountant, Flore Annette Poirier, secretary, both of the city of Montreal, and Jeanne Senay, secretary, of the city of Verdun, all three spinsters, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Agir comme conseiller technique auprès d'entreprises publiques ou privées relativement à tout problème d'ordre économique, social, financier, industriel et commercial;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et poursuivre toutes fins se pouvant rattacher à ou découler de la recherche des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Société Internationale de Recherches Economiques Inc. — International Economic Research Corporation Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera de 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Sport Illustré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un mai 1949, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Georges-François Reid, avocats, et Louise Héon, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, d'éditeurs, lithographeurs, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractère et publicistes en général, sous le nom de "Sport Illustré Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

Théâtres Laurentiens Inc. Laurentian Theatres Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Emé. Lacroix, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, de Lachine, tous deux avocats, et Marcelle Langlois, sténographe, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, vendre, louer, prêter, produire, présenter des films, pièces de théâtre, revues, opéras, concerts, représentations théâtrales quelconques, sous le nom de "Théâtres Laurentiens Inc.—Laurentian Theatres Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lin, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25373-o L. DÉSILETS.

To act as technical adviser for public or private enterprises respecting any problem of the economic, social, financial, industrial or commercial order;

To do all things, exercise all powers and pursue all aims which may be connected with or be derived from research with respect to the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Société Internationale de Recherches Economiques Inc.—International Economic Research Corporation Inc."

The capital stock of the company will be 2,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence operations will be \$10,000.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Sport Illustré Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1949, incorporating: Paul Galt Michaud, Georges François Reid, advocates, and Louise Héon, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, editors, lithographers, engravers, binders, stationers, type-founders and general publicists, under the name of "Sport Illustré Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

Théâtres Laurentiens Inc. Laurentian Theatres Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Emé. Lacroix, of the Town of Mount Royal, Emile Pelletier, of Lachine, both advocates, and Marcelle Langlois, stenographer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, sell, lease, lend, produce and present films, dramas, revues, operas, concerts and theatrical performances of all kinds, under the name of "Théâtres Laurentiens Inc.—Laurentian Theatres Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Lin, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25373 Deputy Attorney General.

The Open Air Playhouse and School of the Theatre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Daniel Doheny, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exploiter et entretenir une école qui a pour but d'entraîner des élèves à l'art du théâtre, sous le nom de "The Open Air Playhouse and School of the Theatre Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la compagnie peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373

L. DÉSILETS.

Universal Feeds Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, avocat, Lillian Montgomery Gamble, secrétaire, tous deux de la cité de Westmount, James Walter Hemens, avocat, Alexander Killin Coley, secrétaire et Kathleen Margaret Walsh, secrétaire, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fromage, beurre, farine, aliments pour porcs, grains et, en général, toutes sortes de produits agricoles, sous le nom de "Universal Feeds Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373

L. DÉSILETS.

Wellington Tire Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt mai 1949, constituant en corporation: Albéric Dussault, Georges-E. Comtois, commerçant, et Marcel Goulet, voyageur, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Trafiquer toutes les sortes d'automobiles et de véhicules-moteurs généralement, aéroplanes, hydroplanes de toutes sortes, moteurs et engins mus ou opérés par la gazoline ou par l'électricité ou tout autre pouvoir à traction, sous le nom de "Wellington Tire Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Daniel Doheny, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct, operate and maintain a school for training of apprentices in the art of the theatre, under the name of "The Open Air Playhouse and School of the Theatre Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o

Deputy Attorney General.

Universal Feeds Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: James Brendan O'Connor, advocate, Lillian Montgomery Gamble, secretary, both of the city of Westmount, James Walter Hemens, advocate, Alexander Killin Coley, secretary, and Kathleen Margaret Walsh, secretary, the three latter of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in cheese, butter, flour, hog products, grain and generally all classes of farm products, under the name of "Universal Feeds Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373-o

Deputy Attorney General.

Wellington Tire Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1949, incorporating: Albéric Dussault, Georges E. Comtois, Traders, and Marcel Goulet, traveller, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles and motor vehicles in general, aéroplanes, hydroplanes of all kinds, motors and engines run or operated by gasoline or by electricity or any other motive power, under the name of "Wellington Tire Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

25373

Deputy Attorney General.

Yamaska Construction Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1949, constituant en corporation: Lucien Léger, avocat, Hervé Forget, Alphonse Bégin, comptables publics, tous de la Cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général pour l'exécution, à forfait ou autrement, de tous genres de travaux, constructions et entreprises publiques ou privées, sous le nom de "Yamaska Construction Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sweetsburg, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25373-o

L. DÉSILETS.

Yamaska Construction Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: Lucien Léger, advocate, Hervé Forget, Alphonse Bégin, public accountants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractor for the performance, by the job or otherwise, of all kinds of construction works and undertakings, whether public or private, under the name of "Yamaska Construction Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sweetsburg, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, the seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25373

Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 274685. Dame Afeefy David, demanderesse vs Élias Berberi, défendeur.

Dame Afeefy David, épouse de Élias Berberi, autrefois de la cité de Montréal, mais maintenant en Syrie, Asie, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, 13 juillet 1949.

Les Procureurs pour la demanderesse,

25380-o

POPLIGER & POPLIGER.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 274685. Dame Afeefy David, plaintiff, vs Elias Berberi, defendant.

Dame Afeefy David, wife of Elias Berberi, formerly of the City of Montreal, but presently in Syria, Asia, has instituted action in separation as to property against her said husband.

Montreal, July 13th, 1949.

POPLIGER & POPLIGER,

25380-o

Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, procédure non sommaire, N° 10618. Jacqueline St. Amour, épouse commune en biens de Jean Filion, de St-Maurice, district de Terrebonne, demanderesse, vs Jean Filion, des mêmes lieux, défendeur.

Avis est par les présentes donné, qu'une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 9 juillet 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,

25381-o

LAJEUNESSE & LAVERDURE.

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, Non summary procedure, No. 10618. Jacqueline St. Amour, wife common as to property of Jean Filion, of St-Maurice, district of Terrebonne, plaintiff; vs Jean Filion, of the same place, defendant.

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been taken by the plaintiff against the defendant.

Montreal, July 9, 1949.

LAJEUNESSE & LAVERDURE,

25381

Attorneys for plaintiff.

Avis divers**AVIS PUBLIC**

Avis est, par les présentes, donné que la Grace Church de la dénomination "Associated Gospel Churches", dans la province de Québec, Ville Lasalle, Québec, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'être constituée en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Eglises, chapitre 311, statuts refondus de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, 27 juin 1949.

Le Procureur de la requérante,

HOWARD S. ROSS.

57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Qué.

25280-26-5

Miscellaneous Notices**PUBLIC NOTICE**

Notice is hereby given that Grace Church, of the Associated Gospel Church is in the Province of Quebec, Ville Lasalle, Quebec, will present a Petition to the Lieut.-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, June 27th, 1949.

HOWARD S. ROSS,

Solicitor for Petitioner.

57 St. James Street West,
Montreal, Que.

25280-26 5-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Lac Edouard", en date du 28 juin 1949, dont le siège social est situé au Lac Edouard, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 4 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25375-o JEAN BRUCHÉSI.

RIVIÈRE MAILLOUX LAND & DEVELOPMENT CO.

En vertu de la Loi des Compagnies de Québec, article 90, "Rivière Maillox Land & Development Co." donne avis par les présentes qu'elle a adopté un règlement pourvoyant à la discontinuation de ses affaires et un règlement autorisant la distribution de ses actifs à ses actionnaires.

La Malbaie, le 13 juillet 1949.

Le Secrétaire,
25376-o A. J. TRUMP.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François de Sales", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le huit juillet 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Destor, comté d'Abitibi Ouest.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25378-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Narcisse", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le huit juillet 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Narcisse, comté de Lotbinière.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25379-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif du Téléphone de Ste-Emmelle", en date du 11 juin 1949, dont le siège social est situé à Leclercville, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25382-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Lac Edouard", under date the twenty-eighth day of June, 1949, whereof the head office is at Lac Edouard, county of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25375 Under Secretary of the Province.

RIVIÈRE MAILLOUX LAND & DEVELOPMENT CO.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, section 90, "Rivière Maillox Land & Development Co." hereby gives notice that it has approved a By-law whereby this Company has ceased to carry on business except for winding-up its affairs and has also approved a By-law for distributing the assets of the Company to its Shareholders.

La Malbaie, 13th July 1949.

A. J. TRUMP,
25376-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François de Sales", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 8, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Destor, county of Abitibi-West.

JEAN BRUCHÉSI,
25378 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Narcisse", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 8, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Narcisse, county of Lotbinière.

JEAN BRUCHÉSI,
25379 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif du Téléphone de Ste-Emmelle", under date the eleventh day of June, 1949, whereof the head office is at Leclercville, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25382 Under Secretary of the Province.

LES PRODUCTIONS RENAISSANCE INC.

Règlement N° XVI

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

"L'article 1 du règlement N° II est amendé pour se lire ainsi que suit :

1) *Nombre*: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de cinq (5) membres dont trois (3) formeront quorum".

Certifié vrai copie

LES PRODUCTIONS RENAISSANCE INC.

Le Secrétaire-gérant,
SAMUEL-L. GAGNÉ.

25395-o

LES PRODUCTIONS RENAISSANCES INC.

By-Law No. XVI

Concerning the increase in the number of directors from three to five.

"Section 1 of By-law No. II is amended to read as follows:

1) *Number*: "The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five (5) members, whereof three (3) will form a quorum."

Certified True Copy.

LES PRODUCTIONS RENAISSANCES INC.

SAMUEL L. GAGNÉ,
Secretary-Manager.

25395

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 727

Québec, le 7 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux cordonniers et savetiers dans les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de 5 milles de leurs limites.

ATTENDU que le décret numéro 1450 du 4 septembre 1947, relatif aux cordonniers et savetiers dans les cités des Trois-Rivières, du Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de 5 milles de leurs limites, est en vigueur depuis le 13 septembre 1947;

ATTENDU qu'une enquête faite par le Service de Conciliation et d'Arbitrage du ministère du Travail a révélé que ledit décret est devenu inopérant, étant donné que le Comité paritaire des savetiers des Trois-Rivières et district, chargé de surveiller et d'assurer son observance, ne remplit pas les obligations et les devoirs que la Loi lui impose;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE le décret numéro 1450 du 4 septembre 1947, relatif aux cordonniers et savetiers dans les cités des Trois-Rivières, du Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de 5 milles de leurs limites, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

2° QUE les arrêtés en conseil numéro 1566 du 23 septembre 1947, ayant approuvé la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des savetiers des Trois-Rivières et district, et 1620 du 2 octobre 1947, ayant approuvé certains règlements spéciaux dudit comité paritaire, soient également annulés et abrogés à toutes fins que de droit.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

25390-o

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 727

Quebec, July 7, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the shoemaker and cobblers of the cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine and the territory included in a radius of 5 miles from their limits.

WHEREAS the decree number 1450 of September 4, 1947, relating to the shoemakers and cobblers in the cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine and the territory included in a radius of 5 miles from their limits, is in force since September 13, 1947;

WHEREAS an investigation made by the conciliation and Arbitration Board of the Department of Labour has revealed that the said decree has become inoperative for the reason that the Comité paritaire des savetiers des Trois-Rivières et district, entrusted with its administration, does not fulfil the obligations and duties prescribed by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

1. That the decree number 1450 of September 4, 1947, relating to the shoemaker and cobblers of the cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine and the territory included in a radius of 5 miles from their limits, be annulled and repealed for all purposes of the law.

2. That Orders in Council 1566 of September 23, 1947, which has approved the constitution and general by-laws of the Comité paritaire des savetiers des Trois-Rivières et district, and 1620 of October 2, 1947, which has approved special by-laws of the said Parity Committee, be also annulled and repealed for all purposes of the law.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

25390-o

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Germain Lépine Limitée — Germain Lépine Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinq janvier 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25391-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Glass Fibers Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois juillet 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25391 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie Beauregard, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinq mai 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25391-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "North Siscoe Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), incorporée par lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,
25391 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Germain Lépine Limitée — Germain Lépine Limited" incorporated by letters patent dated the fifth day of January, 1921.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25391 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Glass Fibers Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of July, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25391-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Beauregard, Limitée" incorporated by letters patent dated the twenty-fifth day of May, 1944.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25391 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "North Siscoe Mines Limited" (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of September, 1942.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,
25391-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said

l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ski Tows Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre juillet 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,

25391

L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "West Siscoe Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), incorporée par lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,

25391

L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Whitehall Estates Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huit mars 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huit juillet 1949.

L'Assistant-procureur général,

25391

L. DÉSILETS.

Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ski Tows Limited", incorporated by letters patent dated the fourth day of July 1938.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,

25391-o

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "West Siscoe Gold Mines, Limited", (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the twentysecond day of October, 1936.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,

25391-o

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Whitehall Estates Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of March, 1930.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the eighteenth day of July, 1949.

L. DÉSILETS,

25391-o

Deputy Attorney General.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Knowles and Foster" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes dans cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. Ernest Alfred Dennis, agent, 417 rue St-Pierre, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie, dans la province de Québec, est établi au numéro 417 rue St-Pierre, dans ladite cité de Montréal, district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,

25392

JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the company "Knowles and Foster" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Ernest Alfred Dennis, Agent, of 417 St. Peter Street in the City of Montreal.

The principal office of the company in the Province of Quebec is established at number 417 St. Peter Street in the said City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 15th, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,

25392-o

Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis de changement du nom de la "Coopérative Agricole de St-Anselme" en celui de "Société Coopérative Agricole de St-Anselme".

Notice of change of name of the "Coopérative Agricole de St-Anselme" into that of "Société Coopérative Agricole de St-Anselme".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Coopérative Agricole de St-Anselme, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la *Gazette Officielle de Québec*, le 12 avril 1941, de changer le nom de cette société en celui de "Société Coopérative Agricole de St-Anselme".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the board of directors of the "Coopérative Agricole de St-Anselme", a cooperative agricultural association formed under the Cooperative Agricultural Associations Act and whereof notice of formation was published in the *Quebec Official Gazette* of the 12th of April, 1941, to change the name of the said association into that of "Société Coopérative Agricole de St-Anselme".

Québec, ce huitième jour de juillet 1949.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
25383-o JULES SIMARD.

Quebec, this eighth day of July, 1949.
JULES SIMARD,
25383 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 450-49.

Québec, le 18 juillet 1949.

No. 450-49.

Quebec, July 18, 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juillet 1949, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil, dans le comté de Chambly, et d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Mackayville", dans le même comté, le territoire suivant, dont les limites sont les suivantes, savoir:

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated July 7, 1949, to detach from the school municipality of the parish of Longueuil, in the county of Chambly, the following territory, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Mackayville", in the same county, which shall be enclosed within the following boundaries, to wit:

Partant du coin sud du lot 233 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil de là, en se référant au susdit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne sud-ouest du lot 233, le côté sud-est d'un chemin limitant au nord-ouest ledit lot 233 jusqu'au prolongement à travers ledit chemin de la ligne séparative des lots 235 et 236, ledit prolongement, et ladite ligne prolongée à travers le chemin Saint-Charles, le côté sud-ouest du chemin de la Côte Noire jusqu'à l'axe d'un ruisseau séparant les lots 245-A et 246 d'un côté du lot 246-A de l'autre côté, ledit axe jusqu'au côté sud du lot 307 (Chemin de fer Central Vermont), ledit côté sud dudit lot 307, le prolongement à travers le lot 307 de la ligne nord-ouest du lot 198 et ladite ligne en allant vers le nord-est; la ligne séparant les lots 198 et 199 d'un côté des lots 125 et 123 de l'autre côté, la ligne séparative des lots 123 et 200 prolongée à travers le numéro 316 (Chemin de fer Montréal-Portland et Boston), le côté nord-est dudit lot 316, une ligne séparant les lots 113 à 121 inclusivement d'un côté des lots 200 à 211 de l'autre côté et limitant au nord-est les lots 211 et 212, la ligne séparative des lots 212 et 213, le côté nord-est d'un chemin public et le prolongement à travers ledit chemin public de la ligne sud-est du lot 233 et ladite ligne jusqu'au point de départ.

Starting from the South corner of lot 233 of the official cadastre for the parish of Saint Antoine de Longueuil; thence, with reference to the aforesaid official cadastre, passing through the following lines and demarcations successively; the southwest line of lot 233, the southeast side of a road, bounding, on the northwest said lot 233 as far as the prolongation, across the said road, of the division line of lots 235 and 236, the said prolongation and the said line prolonged across the Saint-Charles road, the southwest side of the road "de la Côte Noire" as far as the axis of a stream separating lots 245-A and 246 on one side from lot 246-A on the other side, the said axis as far as the south side of lot 307 (Central Vermont Railway), the said south side of said lot 307, the prolongation through lot 307 of the northwest line of lot 198, and the said line, running northeast, the line dividing lots 198 and 199 on one side from lots 125 and 123 on the other side, the division line of lots 123 and 200 prolonged across No. 316 (Montreal, Portland and Boston Railway) the northeast side of lot 316 a line separating lots 113 to 121 inclusively on one side from lots 200 to 211 on the other side and limiting on the northeast lots 211 and 212, the division line of lots 212 and 213, the northeast side of a public road and the prolongation across the said public road of the southeast line of lot 233 and the said line as far as the starting point.

Toute cette partie du lot 225 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil située au sud-est de la limite actuelle de la ville de Greenfield Park.

All that part of lot 225 of the official cadastre for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, situate on the southeast of the actual limit of the town of Greenfield Park.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1950.

The said Order in Council will come into effect on the first day of July, 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25401-o O. J. DESAULNIERS.

25401 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 513-49

Québec, le 18 juillet 1949.

No. 513-49.

Quebec, July 18, 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 juillet 1949, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie, dans le comté de Laprairie, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La paroisse de la Nativité de Laprairie", même comté.

Un territoire situé dans la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie et comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, les lots originaux, les parties de lots originaux ainsi que les lots subdivisions et de redivision de ces derniers, compris dans les limites ci-dessous décrites, savoir:

Commencant à un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du lot numéro 599 et du Fleuve St-Laurent; de là, prenant une direction sud-ouest en suivant la limite ouest du lot originaire 599 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et sud-ouest du même lot 599; de là, prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest du même lot originaire 599 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et nord-ouest dudit lot originaire 599; de là, prenant une direction sud-est en suivant la limite nord-ouest du même lot 599 jusqu'à un point situé à l'intersection du prolongement de ladite limite avec la limite sud-ouest d'un chemin public; de là, prenant une direction ouest en suivant ladite limite sud-ouest du chemin public et du lot originaire 597 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du lot 597 avec la limite sud-ouest du chemin public; de là, prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest du dit lot originaire 597 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et nord du lot originaire 597; de là, prenant une direction ouest en suivant la limite nord dudit lot 597 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord et nord-ouest dudit lot 597; de là, en prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest du lot 597 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et sud-ouest du lot 597; de là, prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest du lot 597 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-ouest du lot 597 avec la limite nord-ouest du lot 596; de là, prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest des lots 596, 595, 593, 592, 591, 590, 589 jusqu'à l'intersection de la limite nord-ouest de ces dit lots avec la limite sud-ouest du lot 589; de là, prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest des lots 589, 586, 585, 676, 584, jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et sud-est du lot 584; de là, prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est du lot 584 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 584; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est dudit lot 584 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est dudit lot 584 avec la limite sud-est du lot 583; de là, prenant des directions nord-est, nord, nord-ouest, en suivant la limite sud-est des lots 583, 582, 579, 578, 577, 576, 574, 573, 572, 571, 570, 569, 568 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-est du lot 568 avec la limite sud-ouest du lot 548; de là, prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest du lot 548 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et sud-est dudit lot 548; de là,

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated July, 7, 1949, to detach from the school municipality of the parish of Laprairie, in the county of Laprairie, the territory hereinafter described and to erect it into a separate school municipality under the name of "The Parish of La Nativité de Laprairie", same county.

The said territory is situate in the school municipality of the parish of Laprairie and will contain, with reference to the official cadastre of the Parish of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, the original lots, the parts of original lots as well as the subdivision and redivision lots of these latter, contained within the limits hereinbelow described:

Starting from a point situate at the intersection of the northwest limit of lot No. 599 and the St. Lawrence River; thence taking a southwesterly direction and following the west limit of original lot 599 up to a point situate at the intersection of the northwest and southwest limits of lot 599; thence taking a southeasterly direction following the southwest limit of the same original lot 599 up to a point situate at the intersection of the southwest and northwest limits of said original lot 599; thence taking a southeasterly direction and following the northwest limit of the same lot 599 up to a point situate at the intersection of the prolongation of the said limit with the southwest limit of a public road; thence taking a westerly direction and following the said southwest limit of the public road and of original lot 597 up to a point situate at the intersection of the northwest limit of lot 597 with the southwest limit of the public road; thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of said original lot 597 up to a point situate at the intersection of the northwest and north limits of original lot 597; thence taking a westerly direction and following the north limit of lot 597 up to a point situate at the intersection of the north and northwest limits of said lot 597; thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of lot 597 up to a point situate at the intersection of the northwest and southwest limits of lot 597; thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lot 597 up to a point situate at the intersection of the southwest limit of lot 597 with the northwest limit of lot 596; thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of lots 596, 595, 593, 592, 591, 590 and 589 up to the intersection of the northwest limit of the said lots with the southwest limit of lot 589; thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lots 589, 586, 585, 676, 584, up to a point situate at the intersection of the southwest and southeast limits of lot 584; thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lot 584 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 584; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lot 584 up to a point situate at the intersection of the northeast limit of said lot 584 with the southeast limit of lot 583; thence taking northeasterly, northerly, northwesterly directions and following the southeast limit of lots 583, 582, 579, 578, 577, 576, 574, 573, 572, 571, 570, 569 and 568 up to a point situate at the intersection of the southeast limit of lot 568 with the southwest limit of lot 548; thence taking a southeasterly direction

prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est, des lots 548, 547, 546 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et sud-ouest du lot 546; de là, prenant une direction sud-est jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et sud-ouest dudit lot 546; de là, prenant des directions nord-est, sud-est et nord-ouest en suivant la limite sud-est des lots 546, 545, 544, 543 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-est du lot 543 avec la limite sud-ouest du lot 673; de là, prenant une direction sud-est en suivant la limite sud-ouest des lots 673, 517, 516, 513 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-ouest et sud-est du lot 513; de là, prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est des lots 513 et 512 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 512; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est dudit lot 512 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est du lot 512 avec la limite est du lot 511; de là, prenant des directions nord, nord-ouest, ouest et nord-est en suivant la limite est des lots 511, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 500, 499, 498, 496, 495, 494, 493, 492, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 476, et la limite sud-est des lots 469 et 468 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 468; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 468, 465, 466 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est du lot 466 et de la limite sud du lot 467; de là, prenant une direction est en suivant la limite sud du lot 467 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud, et nord-est dudit lot 467; de là, prenant une direction nord en suivant la limite nord-est des lots 467, 398, 397, 396, 395, la limite sud-est du lot 184 et la limite est des lots 184, 183, 182 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites est et nord-est dudit lot 182; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 182, 181, 180, 179 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-est et est dudit lot 179; de là, prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est des lots 179, 178 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite sud-est dudit lot 178 avec la limite sud-ouest du lot 177; de là, prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est dudit lot 177 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 177; de là, en prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 168, 167, 166, 165, 163, 162, 161, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134, jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-est et nord-ouest dudit lot 134; de là, prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest dudit lot 134 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest dudit lot 134 avec la limite du chemin public; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est du chemin public jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord-est de ce chemin public avec la limite sud-est du lot 127; de là, prenant une direction nord-est en suivant la limite sud-est dudit lot 127 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites sud-est et nord-est dudit lot 127; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant le limite nord-est des lots 127, 126, 125, 124, 122, 121 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-est et nord-ouest dudit lot 121; de là, prenant une di-

and following the southwest limit of lot 548 up to a point situate at the intersection of the southwest and southeast limits of said lot 548; thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lots 548, 547, 546 up to a point situate at the intersection of the southeast and southwest limits of said lot 546; thence taking a southeasterly direction up to a point situate at the intersection of the southeast and southwest limits of said lot 546; thence taking a southeasterly direction and following the southeast limit of lots 546, 545, 544, 543 up to a point situate at the intersection of the southeast limit of lot 543 with the southwest limit of lot 673; thence taking a southeasterly direction and following the southwest limit of lots 673, 517, 516, 513 up to a point situate at the intersection of the southwest and southeast limits of lot 513; thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lots 513 and 512 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 512; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of said lot 512 up to a point situate at the intersection of the northeast limit of lot 512 with the east limit of lot 511; thence taking northerly, northwesterly, westerly and northeasterly directions and following the east limit of lots 511, 509, 508, 507, 506, 505, 504, 503, 502, 500, 499, 498, 496, 495, 494, 493, 492, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 476 and the southeast limit of lots 469 and 468 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 468; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 468, 465, 466 up to a point situate at the intersection of the northeast limit of lot 366 and the south limit of lot 467; thence taking an easterly direction and following the south limit of lot 467 up to a point situate at the intersection of the south and northeast limits of said lot 467; thence taking a northerly direction and following the northeast limit of lots 467, 398, 397, 396, 395, the southeast limit of lot 184 and the east limit of lots 184, 183, 182 up to a point situate at the intersection of the east and northeast limits of said lot 182; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 182, 181, 180, 179 up to a point situate at the intersection of the northeast and east limits of said lot 179; thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of lots 179, 178 up to a point situate at the intersection of the southeast limit of said lot 178 with the southwest limit of lot 177; thence taking a northeasterly direction and following the southeast limit of said lot 177 up to a point situate at the intersection of the southeast and northeast limits of said lot 177; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 168, 167, 166, 165, 163, 162, 161, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134 up to a point situate at the intersection of the northeast and northwest limits of said lot 134; thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of said lot 134 up to a point situate at the intersection of the northwest limit of lot 134 with the limit of the public road; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of the public road up to a point situate at the intersection of the northeast limit of the said public road with the southeast limit of lot 127; thence taking a northeasterly direction and following the southeast

rection sud-ouest en suivant la limite nord-ouest du dit lot 121, jusqu'à un point situé à l'intersection du prolongement de la limite nord-ouest dudit lot 121 avec la limite sud-ouest d'un chemin public; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est du lot 90 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord et nord-est dudit lot 90; de là, prenant une direction ouest en suivant la limite nord des lots 90 et 1 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite nord du lot 1 avec la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent avant débordement; de là, prenant une direction sud en suivant la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent, qui se trouve être la limite ouest des lots 672 et 44 jusqu'à un point situé à l'intersection de la Rivière St-Jacques et de la ligne des Hautes-eaux du Fleuve St-Laurent; de là, prenant une direction généralement est en suivant le centre de la Rivière St-Jacques, qui se trouve entre la limite nord de la Ville de Laprairie et la limite sud des lots 44, 43, 42, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et nord-est du lot 316; de là, prenant une direction sud-ouest en suivant la limite nord-ouest dudit lot 316 jusqu'à un point situé à l'intersection des limites nord-ouest et sud-est dudit lot 316; de là, prenant une direction sud-ouest en suivant la ligne limitative entre la Ville de Laprairie et la paroisse de Laprairie à travers le lot 673 jusqu'à un point situé à l'intersection de la limite entre ces deux municipalités et la limite nord-est du lot 552; de là, prenant une direction nord-ouest en suivant la limite nord-est des lots 552, 551, et 550 avec la ligne des hautes-eaux du Fleuve St-Laurent; de là, prenant une direction généralement ouest en suivant la limite nord-ouest des lots 550, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560 et la limite nord des lots 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567 et 599, jusqu'au point de départ.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25401-o O. J. DESLAURIERS.

Le 1er juillet 1941, une union pure et simple de la municipalité dissidente de Côte St-Luc, dans le comté de Westmount avec la municipalité scolaire protestante de Coteau St-Pierre, dans le même comté, devint effective en vertu des dispositions de l'article 108 de la Loi de l'instruction publique, S.R.Q. 1941, chapitre 59.

A cause de changements de conditions dans la municipalité dissidente de Côte St-Luc, les commissaires d'écoles protestantes de Coteau St-Pierre désirent révoquer cette union. Ces commissaires ont passé une résolution à cet effet le 5 juillet 1949 demandant la révocation de l'union.

Conformément au dernier paragraphe de l'article 108 de la Loi de l'instruction publique, S.R.Q. 1941, chapitre 59, je donne avis, par les présentes, que la révocation de cette union deviendra effective au terme de l'année scolaire 1950-1951, c'est-à-dire le 30 juin 1951.

Pour le Surintendant,
25365-28-2 W. P. PERCIVAL.

limit of said lot 127 up to a point situate at the intersection of the south-east and northeast limits of said lot 127; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lots 127, 126, 125, 124, 122, 121 up to a point situate at the intersection of the northeast and northwest limits of said lot 121; thence taking a southwesterly direction and following the northwest limit of said lot 121 up to a point situate at the intersection of the prolongation of the northwest limit of said lot 121 with the southwest limit of a public road; thence taking a northwesterly direction and following the northeast limit of lot 90 up to a point situate at the intersection of the north and northeast limits of said lot 90; thence taking a westerly direction and following the north limit of lots 90 and 1 up to a point situate at the intersection of the north limit of lot 1 with the highwater mark of the St. Lawrence River before overflow; thence taking a southerly direction and following the highwater mark of the St. Lawrence river which is the west limit of lots 672 and 44 up to a point situate at the intersection of the St-Jacques River and the highwater mark of the St. Lawrence river; thence in a general easterly direction following the middle of the St-Jacques River, which is the north limit of the Town of Laprairie and the south limit of lots 44, 43, 42, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252 and 253 up to a point situate at the intersection of the northwest and northeast limits of lot 316; thence taking a southwesterly direction, following the northwest limit of said lot 316 up to a point situate at the intersection of the northwest and southeast limits of said lot 316; thence taking a southwesterly direction, following the division line between the Town of Laprairie and the Parish of Laprairie across lot 673 up to a point situate at the intersection of the limit between these two municipalities and the northeast limit of lot 552; thence taking a northwesterly direction, following the northeast limit of lots 552, 551 and 550 with the highwater mark of the St-Lawrence River; thence in a general westerly direction, following the northwest limit of lots 500, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559 and 560 and the north limit of lots 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, and 599 up to the starting point.

The said Order in Council will come into effect on the first day of July, 1950.

O. J. DESAULNIERS,
25401 Superintendent of Education.

On July 1st, 1941, a complete union of the dissentient school municipality of Cote St. Luc, in the County of Westmount, with the Protestant school municipality of Coteau St. Pierre, in the same county, became effective under the provisions of Section 108 of the Education Act, R.S.Q. 1941, Chapter 59.

Due to changed conditions in the dissentient municipality of Cote St. Luc, the Protestant School Commissioners of Coteau St. Pierre wish to cancel this union. These Commissioners passed a resolution on July 5th, 1949, requesting that the union be cancelled.

In accordance with the last paragraph of Section 108 of the Education Act, R.S.Q. 1941, Chapter 59, I hereby give notice that the cancellation of this union will become effective at the end of the school year 1950-1951, which is June 30th, 1951.

W. P. PERCIVAL,
25365-28-2-o For Superintendent.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre Officiel de la Cité de Québec, quartier St-Jean, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 4475 est ajouté en vertu de l'article 7 chap. 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941.

Québec, le 27 juin 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25384-o

AVIS

Cadastre Officiel du Village de Plessisville, division d'enregistrement de Mégantic.

Avis est par la présente donné que lot 171-B-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juin 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25384-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the City of Quebec, St-Jean Ward, Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 4475 has been added in virtue of Article 7 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

Quebec, June the 27th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25384-o

NOTICE

Official Cadastre of Village of Plessisville, Registration Division of Mégantic.

Notice is hereby given that lot 171-B-2 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 18th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25384-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 593 du 8 juin 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 726 du 7 juillet 1949, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels; des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, jusqu'au 1er mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent aux employés régis par le décret numéro 593.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 593 doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 593 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire, met à la disposition

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry whose corporate seat is in Montreal, established under decree number 593 of June, 8, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 726 of July 7, 1949, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the date of the publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of March 1950 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 593.

b) All the artisans subject to Decree No. 593 must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said Decree.

c) The employees governed by the said Decree No. 593 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the

des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assurément dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 1er mars 1950.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DU MÉTAL EN FEUILLE
655, Immeuble New Birks
Montréal.

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 593. Période du 1er juillet 1948, au 1er mars 1950.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$4,000.00
Cotisations des salariés.....	4,000.00
	<u>\$8,000.00</u>

Déboursés:

Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$500.00 par mois).....	\$4,000.00
Auditeur.....	175.00
Secrétaire-trésorier.....	280.00
Frais légaux.....	800.00
Impression et papeterie.....	305.00
Frais de déplacement.....	600.00
Diverses dépenses imprévues.....	150.00
Jetons de présence.....	1,080.00
Dépenses de bureau et divers.....	610.00
	<u>\$8,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 juillet 1949. 25374-o

AVIS D'APPROBATION DE RÉGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention

professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports filed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at each Pay Period from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of the period for which the said report is required.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending March 1st 1950.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY
655 New Birks Building
Montreal.

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree No. 593. Period from July 1st 1949, to March 1st, 1950.

Receipts:

Levies from professional employers.....	\$4,000.00
Levies from employees.....	4,000.00
	<u>\$8,000.00</u>

Disbursements:

Building Materials Joint Committee (Services at \$500.00 per month).....	\$4,000.00
Auditor.....	175.00
Secretary-Treasurer.....	280.00
Legal expenses.....	800.00
Printing & Stationery.....	305.00
Traveling Expenses.....	600.00
Unforeseen expenses & sundries.....	150.00
Attendance fees.....	\$1,080.00
Office expenses and miscellaneous.....	610.00
	<u>\$8,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 16, 1949. 25374-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en Feuille, établi, en exécution du décret numéro 593 du 8 juin 1949, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 726 du 8 juin 1949, section "D".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1949, 25393-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par l'Association des Marchands détaillants du Canada (Québec) inc., section des vivres, succursale de Joliette, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contratante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946 et amendements, relatif aux épiciers-bouchers dans la cité de Joliette.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1949. 25388-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART :

L'Association des Marchands détaillants du Canada (Québec) inc., section des patrons boulangers et pâtisseries de Drummondville,

Et, D'AUTRE PART :

L'Association des employés de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Drummondville, inc.,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites :

I. *Définitions* : Pour les fins du décret, les mots et termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée :

a) *Apprenti* : Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b) *Artisan* : Le mot "artisan" désigne toute personne qui exerce seul, ou en société, l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il exerce pareil métier.

c) *Salarié* : Le mot "salarié" désigne toute personne qui travaille pour l'un ou l'autre des employeurs de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie.

(Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, formed under decree number 593 of June 8, 1949, and whose corporate seat is in the city of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 726 of July 7, 1949, part "D".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 23, 1949. 25393-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by The Retail Merchants Association of Canada (Quebec) inc., food products section, Joliette Branch, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946, and amendments, relating to the grocers and butchers in the city of Joliette.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 23 1949. 25388-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART :

The Retail Merchants Association of Canada (Quebec) inc., "Sections des patrons Boulangers et Pâtisseries de Drummondville",

And, ON THE OTHER PART :

"L'Association des Employés de l'Industrie de la Boulangerie et de la Pâtisserie de Drummondville, inc."

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions :

I. *Definitions* : For the purposes of the decree, the following words shall have the significance hereafter given to them :

a) *Apprentice* : The word "apprentice" means any person who learns one of the trades mentioned in the decree.

b) *Artisan* : The word "artisan" means any person who plies alone, or in partnership, one of the trades governed by the decree, or any employer or professional employer when plying such trade.

c) *Employee* : The word "employee" means any person who works for an employer of the baking and pastry-making industry.

d) *Employeur*: Le mot "employeur" désigne toute personne, association, corporation, compagnie, firme, propriétaire de boulangerie, de pâtisserie, ainsi que quiconque exploite une ou plusieurs boulangeries, pâtisseries, ou fait le commerce du pain, des gâteaux et des pâtisseries.

e) *Contremaître*: Le mot "contremaître" désigne un compagnon-boulangier ou un compagnon-pâtissier qui tout en exerçant son métier est affecté à la direction des ouvriers, des apprentis et des aides dans une boulangerie ou une pâtisserie.

f) *Homme de pâte*: Les mots "homme de pâte" désignent le compagnon affecté à la préparation des pâtes dans une boulangerie.

g) *Homme de four*: Les mots "homme de four" désignent le compagnon affecté au service et à la surveillance du four (cuisson).

h) *Homme de table*: Les mots "homme de table" désignent la personne qui est affecté au travail ordinairement connu sous ce nom dans la boulangerie.

i) *Aide*: Le mot "aide" désigne la personne qui aide les compagnons.

j) *Pâtissier*: Le mot "pâtissier" désigne la personne qui comme compagnon a les qualifications reconnues pour fabriquer totalement des gâteaux, biscuits ou pâtisseries de toutes sortes.

k) *Vendeur*: Le mot "vendeur" désigne la personne qui, en voiture à traction animale, en camion ou de toute autre manière est préposée à la livraison ou à la vente des produits d'une boulangerie ou d'une pâtisserie.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction professionnelle*: Seront assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans, et les salariés de l'industrie et du commerce de la boulangerie et de la pâtisserie situés dans la juridiction territoriale définie au paragraphe "b" du présent article.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le présent décret s'applique à tout le territoire de la ville de Drummondville et du comté de Drummond.

Les boulangeries de la juridiction territoriale sont, pour les fins d'application du décret, divisées en deux groupes, comme suit:

Groupe I: Boulangeries qui emploient plus de quarante (40) sacs de farine par semaine;

Groupe II: Boulangeries employant quarante (40) sacs ou moins de farine par semaine.

III. *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après mentionnées:

a) Boulangerie:	Par semaine Groupes	
	I	II
Contremaître.....	\$42.00	\$39.00
Homme de pâte.....	40.00	37.00
Homme de four.....	40.00	37.00
Homme de table.....	35.00	32.00
Aide.....	28.00	25.00
Apprenti: 1ère année.....	18.00	15.00
" 2ème année.....	22.00	19.00
" 3ème année.....	25.00	23.00
Homme de cour.....	28.00	25.00
Vendeur (minimum garanti).....	30.00	
Vendeur: pourcentage sur les ventes		
au détail.....	14½%	
au gros.....	7¼%	

b) Pâtisserie:	(par semaine)
Contremaître.....	\$45.00
Pâtissier.....	40.00
Vendeur.....	30.00

d) *Employer*: The word "employer" means any person, association, corporation, company, firm, owning a baking or pastry-making establishment, and anyone operating one or more baking or pastry-making establishments or one dealing in bread, cakes and pastries.

e) *Foreman*: The word "foreman" means a baking journeyman or a pastry-making journeyman who, while plying his trade, is given the direction of workers, apprentices and helpers in a baking or pastry-making establishment.

f) *Dough-man*: The words "dough-man" mean a journeyman assigned to the making of dough in a baking establishment.

g) *Oven-man*: The words "oven-man" mean a journeyman assigned to the operation and supervision of the oven (baking).

h) *Table-man*: The words "table-man" mean a person doing the work known as "table-work" in a baking establishment.

i) *Helper*: The word "helper" means a person whose work is to help journeymen.

j) *Pastry-cook*: The words "pastry-cook" mean a person who, as journeyman, has the approved competency to make cakes, biscuits or pastries of all kinds.

k) *Salesman*: The word "salesman" means a person who, with a horse-drawn or motor-vehicle or any other way, does the delivery or sales of the products of a baking or pastry-making establishment.

II. *Jurisdiction*: a) *Professional jurisdiction*: The provisions of the decree shall apply to all employers, professional employers, artisans and employees of the baking and pastry-making industry and trade located in the territorial jurisdiction defined in subsection "b" of the present section.

b) *Territorial jurisdiction*: The present decree applies to the entire territory covered by the town of Drummondville and the county of Drummond.

The bakeries of the territorial jurisdiction are, for the purpose of enforcement of the decree, divided into two groups as follows:

Group I: Bakeries baking more than forty (40) flour bags per week;

Group II: Bakeries baking forty (40) flour bags or less per week.

III. *Minimum wages*: The minimum wage rates shall be as follows for each one of the categories of employees hereafter mentioned:

a) Bakeries:	Per week Groups	
	I	II
Foreman.....	\$42.00	\$39.00
Dough-man.....	40.00	37.00
Oven-man.....	40.00	37.00
Table-man.....	35.00	32.00
Helper.....	28.00	25.00
Apprentice: 1st year.....	18.00	15.00
" 2nd year.....	22.00	19.00
" 3rd year.....	25.00	23.00
Yardman.....	28.00	25.00
Salesman (guaranteed minimum).....	30.00	
Salesman: Percentage on sales		
wholesale.....	14½%	
retail.....	7¼%	

b) Pastry-making establishment: Per week	
Foreman.....	\$45.00
Pastry-cook.....	40.00
Salesman.....	30.00

Apprenti: 1ère année.....	18.00
2ème année.....	22.00
3ème année.....	25.00

Apprentice: 1st year.....	18.00
" 2nd year.....	22.00
" 3rd year.....	25.00

IV. *Heures de travail:* Le semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures, et tout travail fait en plus de ces heures sera rémunéré au taux de salaire et demi.

Une demi-heure sera accordée pour les repas.

L'employé ne devra pas abandonner son emploi sans avoir donné à l'employeur un avis de sept jours de son intention de quitter son travail; de même l'employeur ne pourra congédier son employé sans lui avoir donné un avis de sept jours.

Quand il y a une fête chômée et payée durant la semaine, la différence des heures entre cinquante-quatre (54) et quarante-cinq (45) pourra être payée à salaire simple lorsqu'il y aura du travail durant ces heures supplémentaires.

V. *Jour de fêtes chômées:* Les jours suivants seront chômés et payés: le Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël.

Tout employé requis de travailler le dimanche ou un de ces jours fériés sera rémunéré à raison de salaire double.

VI. *Vacances payées:* Une semaine de vacances payées sera accordée chaque année à tout employé ayant un an de service continu chez le même employeur. Pour l'application de cette clause, l'employeur et le Comité paritaire référeront à l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum.

VII. *Paye:* La paye se fera tous les vendredis en argent ayant cours légal.

VIII. *Durée et renouvellement:* La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, du décret l'approuvant. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ait notifié l'autre, par un avis écrit de son intention de la faire abroger dans un délai qui ne devra pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1949. 25400-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 972 du 30 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

L'article XXI-A suivant sera ajouté:

"XXI-A. *Congés payés:* a) *Définition:* Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

IV. *Hours of work:* The standard work week is one of fifty-four (54) hours, and all work done in excess thereof shall be remunerated at the rate of time and one half.

One half-hour shall be granted for meals.

The employee, when leaving his employer, shall notify him seven (7) days in advance of his intention to do so; likewise, the employer shall not dismiss his employee without him a similar notice.

When a holiday with pay falls in a week, the hours between fifty-four (54) and forty-five (45) may be paid straight time when work is performed during these overtime hours.

V. *Days kept as holidays:* The following days shall be kept as holidays with pay: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean Baptiste day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

Employees required to work Sunday or one of these holidays shall be paid double time.

VI. *Vacation with pay:* A vacation of one week with pay shall be granted each year to every employee with one year of continuous service with the same employer. For the enforcement of this clause, the employer and the Parity Committee shall refer to Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission.

VII. *Payment:* Wages shall be paid every Friday with current money.

VIII. *Duration and renewal:* The present agreement shall come into force on the day of publication, in the *Quebec Official Gazette*, of the decree approving it. It will then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, of its intention to have it repealed within a period of not more than sixty (60) days not less than thirty (30) days prior to its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 23, 1949. 25400-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relative to the construction industry and trades in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 972 of June 30, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

The following section XXI-A will be added:

"XXI-A. *Vacations with pay:* a) *Definitions:* In this section, barring incompatibility, the following terms have the meaning hereinafter given to them:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le présent décret;

Commission: La Commission du salaire minimum;

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

Période de prestations: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante;

Timbre: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission, pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) Droits du salarié:

i) **aux congés payés:** Tout salarié, régi par le présent décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée;

ii) **à rémunération pour congés:** Tout salarié régi par le présent décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) **Prise de congé:** L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par la présente section, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) **Rémunération pour congés:** La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret, représente, pour une période de prestation, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) **Apposition de timbres:** Tout employeur doit apposer, à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) **Obligations de l'employeur:** Tout employeur doit

i) se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés;

ii) exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un;

iii) conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés;

iv) remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) **Obligations du salarié:** Tout salarié doit

i) remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations;

ii) réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

Employer: Any person hiring an employee governed by the present decree;

Commission: The Minimum Wage Commission;

Vacation with pay stamp Book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period, vacation-with-pay credit stamps;

Vacation with pay credit Period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation with pay credit Stamp: The printed mark of stamp issued by the Commission, representing the vacation-with-pay credit payable by an employer.

b) Rights of the Employee:

i) **to a vacation-with-pay:** Every employee governed by the present decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

ii) **to a vacation credit:** Every employee governed by the present decree, whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) **Period during which vacation is to be given:** The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present Part.

d) **Vacation Credit:** The vacation credit to which an employee governed by the present decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book for said credit period.

e) **Affixing of Stamps:** Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) **Employer's Obligations:** Every employer must

i) obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

ii) require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

iii) keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

iv) give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees, at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) **Employee's obligations:** Every employee must

i) without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation-with-pay period;

ii) at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract, claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) *Remboursement de la rémunération*: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) *Propriété du livret de congés payés*: Le livret de congés payés, bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est insaisissable et inextinguible.

j) *Convention interdite*: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

k) *Abrogation*: Le paragraphe g de l'article XXIII, le paragraphe g de l'article XXIV et le paragraphe f de l'article XXV sont abrogés.

La présente abrogation ne prive pas les salariés visés par les dits paragraphes présentement abrogés, du droit à leur congé payé, acquis au 1er mai dernier (1949).

l) *Entrée en vigueur*: Le présent article entrera en vigueur le 1er août 1949; et jusqu'au 1er mai 1950, le terme "période de prestations" dans le présent article, désignera la période s'étendant du 1er août 1949 au 1er mai 1950."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1949.

25399-0

h) *Redemption of Stamps*: Every employee, at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) *Ownership of the vacation with pay stamp book*: Though in the employer's hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee and the credit shown therein is unseizable and untransferable.

j) *Forbidden agreement*: Any stipulation of a labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the present decree, conditions less advantageous than those fixed in the present section, is strictly forbidden.

k) *Abrogation*: Subsection g of section XXIII, subsection g of section XXIV and subsection f of section XXV are repealed.

The present abrogation does not deprive the employees contemplated in the said subsections hereby repealed, of their right to a vacation-with-pay acquired as at the 1st of May last (1949).

l) *Coming into Force* The present section shall come into force on August 1st, 1949 and, until May 1st, 1950, the term "vacation-with-pay credit period" in the present section, shall mean the period extending from August 1st, 1949 to May 1st, 1950."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour

Department of Labour,
Québec, July 23, 1949.

25399-0

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

ATTENDU que Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company, dont le siège social est à Stevens Point, État du Wisconsin, États-Unis d'Amérique, a réassuré tous ses contrats d'assurance effectués dans cette Province avec la Mutual Implement and Hardware Insurance Company, dont le siège social est à Owatonna, État du Minnesota, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat intervenu entre ces deux corporations le 25 novembre 1947 pour prendre effet le 1er janvier 1948;

ATTENDU que Hardware Mutual Fire Insurance Company, le 28 juin 1949, a donné avis par écrit au Trésorier de la Province qu'elle a cessé de faire affaires dans la Province;

ATTENDU que les permis et certificat d'enregistrement de Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company sont expirés le 30 juin 1949 et qu'ils n'ont pas été renouvelés;

ATTENDU que Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company est annulé à compter du 1er juillet 1949.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 14 juillet 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

25387-29-2-0

WHEREAS Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company whose head office is situate at Stevens Point, State of Wisconsin, United States of America, has reinsured all its contracts of insurance effected in this Province with the Mutual Implement and Hardware Insurance Company whose head office is situate at Owatonna, State of Minnesota, United States of America, according to a contract entered into by these two corporations the 25th of November 1947 to take effect on the 1st of January 1948;

WHEREAS Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company, on the 28th of June 1949, has given written notice to the Provincial Treasurer that it has ceased to transact business in the Province;

WHEREAS the license and certificate of registration of Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company have expired on the 30th of June 1949 and that they have not been renewed;

WHEREAS Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the registration of Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company is cancelled as from the 1st of July 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 14th of July 1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Supintendent of Insurance.

25387-29-2-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
Examens de juillet 1949 — Examinations of July 1949

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Rochon	Charles-Emile	24	Calumet	Université Ottawa.

Joliette, 7 juillet 1949. — Joliette, July 7, 1949.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides.
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

25340-28-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges College
LeMay	Edith	20	Québec	Professeur J.-B. Michaud, Collège Jésus-Marie de Sillery, Collège Notre-Dame de Bellevue.

Québec, le 9 juillet 1949 — Quebec, July 9, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

25360-28-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Choquette	Pierre	19	Québec	Pensionnat St-Louis de Gonzague (Québec) et Séminaire de Québec.

Québec, le 15 juillet 1949 — Quebec, July 15, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

25402-29-2-o

Liquidation, avis de :

Avis est donné qu'une résolution a été passée par la société "Industrial Co-operative Society of Valleyfield, Quebec, Limited" en date du 4 mai 1949, décidant la dissolution de cette société et nommant M. Christopher Mayoh, liquidateur, conformément aux chapitres 290 et 278 des statuts refondus de Québec 1941.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 8 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

25377

Winding up Notice :

Notice is hereby given that a resolution has been passed by the "Industrial Co-operative Society of Valleyfield, Quebec, Limited", on May 4th, 1949, deciding the dissolution of such society and appointing Mr. Christopher Mayoh as liquidator, according to chapters 290 and 278 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Given at the office of the Provincial Secretary,
the 8th day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25377-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 15 juin 1949.

M. L. de G. Crépeau, notaire, de St-Georges, comté de Beauce: registrateur de la division d'enregistrement de Beauce.
25397-0

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, June 15, 1949.

Mr. L. de G. Crépeau, notary, of St-Georges, county of Beauce: to be registrar for the registration division of Beauce.
25397

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section 2 du chapitre 308 des Statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et fabriques), dans et pour le diocèse d'Ottawa, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 22 mai 1948, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de l'Immaculée-Conception;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 29 juin 1949, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de l'Immaculée-Conception comme suit, savoir:

Un territoire, situé dans le canton de Chatham, comprenant, en référence au cadastre officiel du canton de Chatham, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne extérieure est du canton de Chatham avec la ligne séparative des IV et V du dit canton; de là, passant successivement par la dite ligne séparative des rangs IV et V jusqu'à l'angle sud-ouest du lot

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General. { WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Ottawa in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 22nd day of May, 1948, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of l'Immaculée-Conception;

WHEREAS the secretary of the said commissioners, has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 29th day of June, 1949. We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of l'Immaculée-Conception, as follows, to wit:

A territory, situate in the township of Chatham, comprising, with reference to the official cadastre for the township of Chatham, all the lots and their present and future subdivisions, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the eastern outline of the township of Chatham with the division line of ranges IV and V of the said township; thence, passing successively by the said division line of ranges IV and V as far as

573; la ligne ouest des lots 573, 574, 575, 576 dans le rang V, la ligne ouest du lot 653 dans le rang VI; la ligne ouest des lots 732, 733 dans le rang VII; la ligne séparative des rangs VII et VIII en allant vers l'est jusqu'à la ligne extérieure est du canton de Chatham et enfin cette dite ligne extérieure est du canton de Chatham en allant vers le sud jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemins de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera, quant à sa partie comprise dans les rangs V et VI, détaché de la paroisse de Saint-Philippe-d'Argenteuil, quant à sa partie comprise dans les rangs VII, détaché de la paroisse de Saint-Louis-de-France-de-Brownsburg, et sera en entier érigé pour fins civiles, sous le nom de "paroisse de l'Immaculée-Conception", dans l'archidiocèse d'Ottawa.

Et nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de l'Immaculée-Conception, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin de l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
25394-o JEAN BRUCHÉSI.

the southwest corner of lot 573; the west line of lots 573, 574, 575, 576 in range V, the west line of lot 653 in range VI; the west line of lots 732, 733 in range VII; the division line of ranges VII and VIII running eastward as far as the eastern outline of the township of Chatham and finally this said eastern outline of the township of Chatham running southward as far as the starting point; the said territory, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses or parts of same contained within the limits above described, to be, as to its part contained in ranges V and VI, detached from the parish of Saint-Philippe-d'Argenteuil, as to its part contained in range VII, detached from the parish of Saint-Louis-de-France-de-Brownsburg and to be in its entirety erected for civil purposes, under the name of the "Parish of l'Immaculée-Conception" in the Archdiocese of Ottawa.

And We have ordered and declared and do hereby order and declare that the parish of l'Immaculée-Conception, described above, will be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

25394 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

FLUORESCENT SERVICE LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Fluorescent Service Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 29 avril 1949, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 2324 avenue Harvard, en la cité de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 23 juin 1949.

25385 Le Président,
J. E. MEIKEL.

Head Offices

FLUORESCENT SERVICE LTD.

Notice is hereby given that "Fluorescent Service Ltd.", incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 29th April 1949, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 2324 Harvard Avenue, in the City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 23rd June 1949.

25385-o J. E. MEIKEL,
President.

Canada, province de Québec, district de Montréal

AVIS DE SITUATION DE SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "F. Williams Limited," constituée en

Canada, province of Quebec, district of Montreal

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "F. Williams Limited," incorporated on the 14th day of April

corporation le 14 avril 1949, a établi son bureau à 4467A ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Qué.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 14 juillet 1949.

(Sceau)

F. WILLIAMS LIMITED,
Par le Secrétaire-trésorier,
T. WILLIAMS.

25386

1949, has established its office at 4467A St. Catherine Street West, Montreal, Que.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its Head Office.

Dated at Montreal, this 14th day of July, 1949.

(Seal)

F. WILLIAMS LIMITED,
Per T. WILLIAMS,
Secretary-Treasurer.

25386-6

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE SEPT-ÎLES
(COMTÉ DE SAGUENAY)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 15 août 1949, pour l'achat de \$65,000 d'obligations de la commission scolaire de Sept-Îles, comté de Saguenay, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$65,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1950.	x\$19,000.00
1er juillet 1951.	x 20,000.00
1er juillet 1952.	1,500.00
1er juillet 1953.	1,500.00
1er juillet 1954.	1,500.00
1er juillet 1955.	2,000.00
1er juillet 1956.	2,000.00
1er juillet 1957.	2,000.00
1er juillet 1958.	2,000.00
1er juillet 1959.	2,000.00
1er juillet 1960.	2,000.00
1er juillet 1961.	2,000.00
1er juillet 1962.	2,500.00
1er juillet 1963.	2,500.00
1er juillet 1964.	2,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$37,830.80 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$18,915.40 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, ou à Sept-Îles, comté de Saguenay.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF SEPT-ÎLES
(COUNTY OF SAGUENAY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to 8 o'clock P.M., Monday, the 15th of August, 1949, for the purchase of \$65,000 of bonds of the School Commission of Sept-Îles, county of Saguenay dated the 1st of July, 1949, and redeemable serially from the 1st of July, 1950 to the 1st of July, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$65,000 — 15 years

Year	Capital
1st July 1950.	x\$19,000.00
1st July 1951.	x 20,000.00
1st July 1952.	1,500.00
1st July 1953.	1,500.00
1st July 1954.	1,500.00
1st July 1955.	2,000.00
1st July 1956.	2,000.00
1st July 1957.	2,000.00
1st July 1958.	2,000.00
1st July 1959.	2,000.00
1st July 1960.	2,000.00
1st July 1961.	2,000.00
1st July 1962.	2,500.00
1st July 1963.	2,500.00
1st July 1964.	2,500.00

The letter "x" indicates the years during which payments of a grant to the total amount of \$37,830.80, given by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$18,915.40 will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Sept-Îles, county of Saguenay.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue lundi le 15 août 1949 à 8 heures p.m., en la salle publique de Sept-Iles.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Iles, comté de Saguenay, ce 19 juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
URIEL CYR.

25398-o

Province de Québec

VILLAGE DE McMASTERVILLE
(Comté de Verchères)

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission to be held on Monday the 15th of August, 1949, at 8 o'clock P.M., in the public hall of Sept-Iles.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Sept-Iles, county of Saguenay, this 19th day of July, 1949.

URIEL CYR,
Secretary-Treasurer.

25398

Province of Quebec

VILLAGE OF McMASTERVILLE
(County of Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 8 heures p.m. jeudi le 11 août 1949 pour l'achat de \$47,000 d'obligations de la municipalité du village de McMasterville, comté de Verchères, datées du 1er juin 1949 et remboursables en séries du 1er juin 1950 au 1er juin 1969 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Thursday, the eleventh day of August, 1949, for the purchase of \$47,000 of bonds of the municipality of the village of McMasterville, county of Verchères, dated the 1st of June, 1949, and redeemable serially from the 1st of June 1950, to the 1st of June, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$47,000 — 20 ans Table of Redemption — \$47,000 — 20 years

Année	Capital
1er juin 1950	\$1,500.00
1er juin 1951	1,500.00
1er juin 1952	2,000.00
1er juin 1953	2,000.00
1er juin 1954	2,000.00
1er juin 1955	2,000.00
1er juin 1956	2,000.00
1er juin 1957	2,000.00
1er juin 1958	2,000.00
1er juin 1959	2,500.00
1er juin 1960	2,500.00
1er juin 1961	2,500.00
1er juin 1962	2,500.00
1er juin 1963	2,500.00
1er juin 1964	2,500.00
1er juin 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,000.00
1er juin 1968	3,000.00
1er juin 1969	3,000.00

Year	Capital
1st June 1950	\$1,500.00
1st June 1951	1,500.00
1st June 1952	2,000.00
1st June 1953	2,000.00
1st June 1954	2,000.00
1st June 1955	2,000.00
1st June 1956	2,000.00
1st June 1957	2,000.00
1st June 1958	2,000.00
1st June 1959	2,500.00
1st June 1960	2,500.00
1st June 1961	2,500.00
1st June 1962	2,500.00
1st June 1963	2,500.00
1st June 1964	2,500.00
1st June 1965	3,000.00
1st June 1966	3,000.00
1st June 1967	3,000.00
1st June 1968	3,000.00
1st June 1969	3,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beloeil, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil du village de McMasterville qui sera tenue le 11 août 1949 à 8 heures p.m., à la salle paroissiale de McMasterville.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Beloeil, county of Verchères.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council of the village of McMasterville, to be held on the 11th of August, 1949, at 8 o'clock p.m., in the Parish Hall of McMasterville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, comté de Verchères, ce 18 juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E.-M. DESROCHERS.

25396-o

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

McMasterville, county of Verchères, this 18th day of July, 1949.

J. M. E. DESROCHERS,
Secretary-Treasurer.

25396

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Hull, Cour Supérieure, N° 9904. Dame Bernadette Mackay *et al*, demandeurs; vs William Brennan *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Hull, dans le district de Hull, le 26 avril, 1949, dans une cause dans laquelle:

Dame Bernadette Brennan, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, épouse commune en biens de Charles Henri Roland MacKay, gérant de banque du même lieu, et Dame Joséphine Brennan, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, épouse commune en biens de Wilfrid Baril, journaliste, du même lieu, toutes deux tant personnellement qu'en leur qualité d'héritières de leurs parents, feu Dame Mary Ann Donnelly et feu John Joseph Brennan, machiniste, tous deux mariés en communauté de biens en leur vivant d'Aylmer, district de Hull, et lesdits Charles Henri Roland MacKay et Wilfrid Baril, parties aux présentes, tant pour autoriser leur dite épouse que personnellement et que comme chefs de la communauté, sont demandeurs,

Et William Brennan, James Brennan, Raymond Brennan, dudit endroit de Gardens, Aylmer, district de Hull, tant personnellement que comme héritiers de leur père, ledit John Joseph Brennan, en son vivant machiniste d'Aylmer, district de Hull, et Moreen Brennan, d'Aylmer, district de Hull, tant personnellement que comme héritière de son père, ledit John Joseph Brennan, en son vivant machiniste d'Aylmer, district de Hull, épouse commune en biens de Roger Robert, militaire, du même lieu, et ledit Roger Robert, tant pour autoriser sa dite épouse que personnellement et que comme chef de la communauté, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"La demi-indivise d'un emplacement composé des lots de terrain connus et désignés sous les numéros 68 de la subdivision officielle du lot originaire numéro seize B (16B-68) et quarante et un de la subdivision officielle du lot originaire No seize C (16C-41), aux plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Hull, province de Québec, mesurant ensemble un acre en superficie, avec toutes les bâtisses dessus érigées."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, à DIX heures A.M., le DEUX SEPTEMBRE, 1949, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la cité de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Hull, Superior Court, No. 9904. Dame Bernadette Mackay *& al*, Plaintiffs; vs William Brennan *& al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Hull, in the district of Hull, on the 26th of April 1949, in a cause in which:

Dame Bernadette Brennan, of the city of Ottawa, province of Ontario, wife common as to property of Charles Henri Roland MacKay, bank manager, of the same place, and Dame Joséphine Brennan, of the City of Ottawa, province of Ontario, wife common as to property of Wilfrid Baril, reporter, of the same place, both personally as well as in their quality of heirs to their parents, the late Dame Mary Ann Donnelly and the late John Joseph Brennan, machinist, both married common as to property, in their lifetime of Aylmer, district of Hull, and the said Charles Henri Roland MacKay & Wilfrid Baril, parties hereto, to authorize their said wife as well as personally and in their capacity of heads of the community, are plaintiffs,

And William Brennan, James Brennan, Raymond Brennan, of Gardens, Aylmer, district of Hull, personally as well as heirs of their father, the said John Joseph Brennan, in his lifetime machinist of Aylmer, district of Hull, and Moreen Brennan, of Aylmer, district of Hull, personally as well as heir of her father, the said John Joseph Brennan, in his lifetime machinist of Aylmer, district of Hull, wife common as to property of Roger Robert, soldier, of the same place, and the said Roger Robert, and this latter to authorize his said wife as well as personally and as head of the community, are defendants,

ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

"The undivided half of an emplacement composed of the lots of land known and designated under the numbers 68 of the official subdivision of the original lot number sixteen B (16B-68) and forty-one of the official subdivision of the original lot No. sixteen C (16C-41) of the official plan and book of reference of the first range of the township of Hull, in the province of Quebec, measuring altogether one acre of land in superficies, with all buildings thereon erected."

The above property as described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder at TEN A.M. on the SECOND day of the month of SEPTEMBER, 1949, sitting the Court, in the Court Room of the Court House in the city of Hull, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be

au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire. Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

Hull, le 7 juillet 1949.

Les Procureurs des demandeurs,
25339-28-2-o MAJOR & MAJOR.

filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be fixed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing. A deposit of one thousand dollars (\$1,000.00) must be made by each bidder with every bid.

Hull, July 7th, 1949.

25339-28-2-o MAJOR & MAJOR,
Attorneys for Plaintiffs.

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE JACQUES-CARTIER
COMTÉ DE CHAMBLY

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Adélard Julien, secrétaire-trésorier de la Ville de Jacques-Cartier, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par encan public au plus haut et dernier enchérisseur, à défaut de paiement avant la date de la vente, des taxes municipales et scolaires ci-après mentionnées et des frais occasionnés par ladite vente, en l'Hôtel de Ville temporaire de ladite Ville de Jacques-Cartier, au N° 1867 avenue St-Georges, en la Ville de Jacques-Cartier, le LUNDI, HUITIEME jour d'AOUT 1949, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Ces immeubles seront vendus sans être sujets au droit de retrait, conformément à l'Article 12 de la Charte de la Ville de Jacques-Cartier (11 George VI, 1947, ch. 102).

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF JACQUES-CARTIER
COUNTY OF CHAMBLY

Public notice is hereby given by the undersigned, Adélard Julien, Secretary-treasurer of the Town of Jacques-Cartier, that the immovables hereinafter described will be sold by public auction to the highest and last bidder, failing payment before the date of the sale, of municipal and school taxes undermentioned and of costs incurred by the actual sale, in the temporary Town hall of the said Town of Jacques-Cartier, at No. 1867 St-George Avenue, in the Town of Jacques-Cartier, on MONDAY, the EIGHTH day of AUGUST 1949, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

Said immovables will be sold not subject to the right of redemption, according to Section 12 of the Charter of the Town of Jacques-Cartier (11 George VI, 1947, ch. 102).

Role N° Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
6-109....	Brown, Frédéric.....	66-23....	New Castle.....		\$ 5.40	\$ 5.40
6-110....	".....	66-24....	".....		5.40	5.40
6-1165....	Driver, Victor H. T.....	86-1596..	Rouville.....		1.32	1.32
6-1304....	Levac, Anita.....	86-1573..	Wolfe.....		1.32	1.32
6-1430....	Charbonneau, Hervé.....	86-1036..	Préfontaine.....	2.31	1.97	4.28
6-1431....	".....	86-1037..	".....	2.31	1.97	4.28
6-1573....	McDonald, Dame Ellen E.....	86-858....	Curé Poirier.....		18.44	18.44
6-1574....	Vve W. John McClurg.....	".....	".....		18.44	18.44
6-2308....	Lalonde, François-Xavier.....	86-874....	Kent.....	4.07	2.66	6.73
6-2313....	McMillan, Louise.....	86-869....	".....		42.18	42.18
6-2329....	Lynn, William.....	86-1629..	Trouville.....		17.66	17.66
6-2328....	".....	86-1628..	".....		17.83	17.83
6-2341....	Levac, Mlle Anita.....	86-1574..	".....		1.48	1.48
6-2481....	McLuckie, Alexander.....	86-1045..	Rochester.....		3.66	3.66
6-2482....	".....	86-1044..	".....		3.50	3.50
6-2317....	Gervais, Gérard.....	86-864....	Kent.....	1.92	14.32	16.24
6-2316....	".....	86-865....	".....	1.92	14.32	16.24
6-2315....	".....	86-866....	".....	1.92	14.32	16.24
6-2314....	".....	86-867....	".....	1.92	14.32	16.24
5-241....	Cook, Herbert.....	91-210....	Louise.....		4.90	4.90
5-334....	Lahman, Moïse.....	91-244....	".....		2.58	2.58
5-562....	Houle, Dame Hectorine.....	91-391....	King Georges.....		20.57	20.57
	Vve-Wid. P. P. Dansereau.....	92-323....	".....			
5-622....	Desjardins, Alphonse.....	92-139....	Connaught.....		18.83	18.83
5-649....	Donville, Henry de Gaspé.....	92-234....	".....		3.06	3.06
5-658....	Zozansky, Joseph.....	92-346....	".....		1.81	1.81
5-666....	Merullo, Giacomo.....	92-338....	".....		2.25	2.25
5-667....	".....	92-337....	".....		2.25	2.25
5-668....	Rossi, Miss Mary.....	92-336....	".....		4.13	4.13
5-669....	Rossi, Mattio.....	92-335....	".....		4.13	4.13
5-7624....	Deschesnes, Ernest-M.....	131-147..	Southampton.....		2.38	2.38
5-7625....	".....	131-148..	".....		2.38	2.38
6-4313....	Boisvert, Odias.....	133-28....	Briggs.....	2.57	9.04	11.61

Role N° Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scol. School taxes	Taxes muni. Munic. taxes	Total
6-4389	Sénécal Edouard	133-504	Coteau Rouge		29.56	29.56
6-4388	"	133-503	"		29.43	29.43
6-4277	Charrette, Alphonse	133-176	Briggs	29.11	10.53	39.63
5-3353	Bowen, G.-Charles	135-53	McGill	4.03	1.33	5.36
5-3354	"	135-52	"	4.02	1.33	5.35
6-3337	Koplan, Max	135-280	"		1.39	1.39
6-3351	McNab, Alexandre	135-227	"		1.20	1.20
6-3353	Madden, Georges	135-225	"		3.80	3.80
6-3354x	Ropburb, John	135-224	"		1.62	1.62
6-3514	Dubuc, Jean-Paul	135-232	Grant	0.67	1.20	1.87
6-3513	"	135-233	"	0.68	1.20	1.88
6-4369	McDonald, Edouard	137-132	Coteau Rouge		4.73	4.73
3-3728	Smith, B. Thomas	141-354	Mainley		1.85	1.85
3-3046	Bridge Terminal Land Co.	138-287	New Heaven		3.80	3.80
3-3047	"	138-286	"		3.80	3.80
3-831	Hyman, Battle	140-384	Marmier	1.60	3.35	4.95
3-3070	Michie, Dame J.-G.	140-373	Walker		2.60	2.60
3-3071	"	140-374	"		2.60	2.60
3-3072	"	140-375	"		2.60	2.60
3-3073	"	140-376	"		2.60	2.60
3-3297	Bailey, Frank	140-299	Coteau Rouge	4.07	8.28	12.35
3-3298	"	140-300	"	4.07	8.28	12.35
3-3299	"	140-301	"	4.08	8.28	12.36
3-3709	Griffith William & Gillies Albert	140-709	Mainley		1.90	1.90
4-677	Wooley, Walter	140-1058	Marmier		1.53	1.53
4-678	Wooley, Mrs. Walter	140-1059	"		1.53	1.53
3-992	Harrison, Mrs. Ella	141-57	Westgate	5.18	4.91	10.09
3-1042	"	141-311	"	5.18	24.45	29.63
3-1088	"	141-315	Dollard	5.19	24.45	29.64
3-1089	"	141-316	"	5.19	24.45	29.64
3-1090	"	141-317	"	5.19	24.45	29.64
6-3434x	Madden, Mrs. John	135-344	McGill		22.51	22.51
3-3714	Griffith, William & Gillies, Albert	141-251	Mainley		37.56	37.56
3-3722	"	141-348	"		37.56	37.56
3-3727	"	141-353	"		2.06	2.06
4-838	Howard Tickle, Dame Gracia	141-862	Westgate		3.75	3.75
4-990	Vve-Wid. James Rowland	141-794	Dollard		1.32	1.32
4-991	Timon, John	141-795	"		1.32	1.32
4-992	McLeod, Dame Janet C., épouse de-wife of James W. McLacklan	141-796	"		1.11	1.11
4-993	"	141-797	"		1.11	1.11
4-994	"	141-798	"		1.11	1.11
4-995	"	141-799	"		1.11	1.11
4-999	McLeod, Miss Christianna	141-803	"		1.11	1.11
4-1000	"	141-804	"		1.11	1.11
4-1001	"	141-805	"		1.11	1.11
4-1117	Bennett, John H.	141-692	Hindland		1.11	1.11
4-1118	"	141-693	"		1.11	1.11
4-1129	Hibbs, William	141-704	"		1.11	1.11
4-1130	"	141-705	"		1.11	1.11
3-3094	Bordeleau, Vianney	142-183	Beaudoin		4.28	4.28
4-1413	Walter, Edler E.	142-601	Cartier		4.73	4.73
4-1414	"	142-602	"		4.73	4.73
4-1508	Bourgault, Joseph	142-1089	"		2.95	2.95
4-1509	"	142-1090	"		2.95	2.95
4-3878	Leclaire, Dame Corine	142-546	Première rue		3.78	3.78
4-4158	Vve-Wid. Lionel Chartrand	142-644	Deuxième rue		6.56	6.56
4-4159	Bourgeau, Alexandre	142-645	"		6.56	6.56
4-1476	Tarai, Anton	142-899	Cartier		8.58	8.58
4-1477	"	142-900	"		3.68	3.68
3-2232	Man, Mrs Jane E. Vve-Widow John William Henry Short	143-704	Ste-Hélène	12.50	3.57	16.07
3-1838	Lord, Julien	143-183	St-Georges		5.31	5.31
4-1837	Jordan, Austin	143-1334	"	4.95	3.95	8.90
4-2125	Deschamps, Rodolphe	143-1029	Préfontaine		32.76	32.76
4-2235	Boulanger, Maxime	144-253	"		2.69	2.69
4-2236	"	143-1684	"		2.69	2.69
4-2666	Brouillet, Théophile	144-471	Ste-Hélène		40.18	40.18
4-2667	"	144-472	"		16.38	16.38
4-3040	Wasick, Pitor	145-824	Delorimier		3.49	3.49
4-3041	"	145-825	"		3.47	3.47
4-3042	"	145-826	"		3.47	3.47
4-3043	"	145-827	"		3.47	3.47
4-3044	"	145-828	"		3.47	3.47
4-3057	Pollock, Robert	145-980	"		3.01	3.01
4-3058	"	145-981	"		2.98	2.98
4-3059	"	145-982	"		2.98	2.98
4-3060	"	145-983	"		2.98	2.98
4-3061	"	145-984	"		2.98	2.98
4-3104	Lebrun, J.-M., Sr.	145-278	Papineau		22.26	22.26
4-3105	"	145-279	"		22.26	22.26
4-3285	Gadoury, Léo	145-381	"		4.91	4.91
4-3286	"	145-382	"		4.91	4.91
4-3795	Redd, James	145-175	Front		22.75	22.75
4-3796	"	145-176	"		22.75	22.75
4-4687	Cotnoir, Dame Alexandre	145-703	Quatrième rue		4.77	4.77
4-4688	"	145-704	"		4.77	4.77
3-2382	Welder, J. C., pour-for 40%	145-64	Delorimier		8.17	8.17
indivis	Messier, Lorenzo pour-for 60%	"	"		"	"

Role N° Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes seol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
3-2383....	"	145-65...	"	8.17	8.17	8.17
3-2384....	"	145-66...	"	8.17	8.17	8.17
3-2385....	"	145-67...	"	8.17	8.17	8.17
4-5065....	St. Lambert Realty Co.	148-450...	Cedar	5.06	5.06	5.06
4-5066....	"	148-451...	"	5.06	5.06	5.06
4-5067....	"	148-452...	"	5.06	5.06	5.06
4-5068....	"	148-453...	"	5.07	5.07	5.07
4-5069....	"	148-454...	"	5.07	5.07	5.07

Les immeubles sus-mentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil (Comté de Chambly).

Conditions: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la Ville de Jacques Cartier, ce cinquième jour de juillet 1949.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
25338-28-2-o ADÉLARD JULIEN.

The above immovables are all on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St-Antoine de Longueuil (County of Chambly).

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the Town of Jacques-Cartier, this fifth day of July 1949.

(Seal) ADÉLARD JULIEN,
25338-28-2-o Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° 7869, Le Roi, Le Procureur Général de la Province de Québec, représentant Sa Majesté aux droits de cette Province, demandeur, vs AUGUSTIN DENIS, autrefois de Malartic, district d'Abitibi, défendeur, saisi comme appartenant au défendeur;

Le lot N° trente (30) de la subdivision N° seize (16) du canton Fournière, district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'édifice où se tient les offices religieux, à Malartic le MERCREDI, TRENTE-UN AOUT 1949 à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 13 juillet 1949 25389-29-2-o
[Première insertion, 23 juillet 1949]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure-district d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: { MARCEL VACHON, No. 5410, ouvrier, domicilié à Victoriaville, district d'Arthabaska, demandeur vs DAME LÉO NOLET, ménagère, résidant à Plessisville, district d'Arthabaska, veuve de feu Léo Nolet, en son vivant industriel des mêmes lieux, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse;

1. Ce terrain faisant partie du numéro vingt et un-trois (P. N° 21-3) du cadastre amendé du village de Plessisville, tenant soixante et quatre pieds de front ou largeur par cent vingt cinq pieds de profondeur, borné d'un bout à Georges Laliberté ou représentants, de l'autre à Achille Morissette, d'un côté à Denis Bernard et de l'autre au terrain faisant partie du N° 21-4, avec droit de passage créé sur ce dit No. 21-4 par l'acte enregistré sous le No. 85,016,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7869, THE KING, the Attorney General of the Province of Quebec, representing His Majesty in the rights of this Province, plaintiff; vs AUGUSTIN DENIS, heretofore of Malartic, district of Abitibi, defendant, Seized as belonging to the defendant;

Lot number thirty (30) of the subdivision number sixteen (16) of the township Fournière, district of Abitibi—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the building where divine services are held, at Malartic, on WEDNESDAY the THIRTY-FIRST day of AUGUST, 1949, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Ferdinand Gervais,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, July 13, 1949. 25389-29-2
[First insertion: July 23, 1949]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: { MARCEL VACHON, No. 5410, workman, domiciled at Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff; vs DAME LÉO NOLET, housewife, residing at Plessisville, district of Arthabaska, widow of the late Léo Nolet, in his lifetime, industrialist, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

1. All that lot of land forming part of number twenty-one-three (Pt.21-3) of amended cadastre for the village of Plessisville, measuring sixty-four feet in front or width, by one hundred and twenty-five feet in depth, bounded at one end by Georges Laliberté or representatives, on the other by Achille Morissette, on one side by Denis Bernard and on the other by the lot of land forming part of No. 21-4, with right of way created upon said lot No. 21-4, by deed registered under No. 85, 016.

2. Les droits incorporels immobiliers ainsi décrits: Les droits qu'avait le dit feu Léo Nolet en vertu et suivant les termes d'un bail et promesse de vente consenti à lui par Achille Morissette devant C.-E. Gosselin, Notaire, le 19 avril 1943, sous le numéro 23 75, ce bail et promesse de vente affecte l'immeuble connu sous partie du No. vingt et un-un (P. 21-1) du cadastre précité, moins la partie appartenant à Edmond Taschereau et celle appartenant à J.-Albert Michaud, ci-devant de "Plessisville Furniture". La défenderesse a acquis ces droits des Héritiers de feu Léo Nolet, représentés par leur tuteur "ad hoc" Delphis Roy, selon contrat reçu devant le Notaire Bennett Feeney, le 4 juin 1946, sous le N° 12396 de ses minutes.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Plessisville, comté de Mégantic, le DEUXIEME jour du mois d'AOUT 1949, à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, ce 27 juin 1949. 25277-26-2

HULL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District de Québec

N° 51990 { J. HARRY FUGERE, marchand de
bois de la cité de Québec, de-
mandeur, vs ALEX. BERGERON,
marchand de bois de Maniwaki, défendeur.

Un terrain ou emplacement, situé sur le côté ouest de la rue Laird, dans le village de Maniwaki, faisant partie du lot de terre numéro deux-cent quatre (partie 2-104) dans le rang de front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, contenant quarante-sept pieds de largeur sur la rue Laird, sur soixante-six pieds de profondeur et ainsi borné; en front vers l'est par ladite rue Laird, en profondeur vers l'ouest par le lot N° 2-103, d'un côté vers le nord par le lot N° 2-105, et d'autre côté vers le sud par un autre emplacement aussi partie dudit lot N° 2-104, appartenant à Jules Brazeau ou représentants, avec la maison et toutes autres bâties dessus érigées, circonstances et dépendances."

Une scierie et une manufacture d'articles en bois érigées sur un lopin de terre, propriété de la Couronne, de forme rectangulaire d'environ douze acres, comprenant les lots 1-10 à 1-16 inclusivement, 2-2 à 2-33 inclusivement, et 3-1a du cadastre du village de Maniwaki, en vertu d'un bail en date du 9 mai 1945. Sont saisies seulement les bâties construites sur ces dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Maniwaki le CINQ AOUT prochain à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull 25 juin, 1949. I. ST-PIERRE.
[Première insertion, 2 juillet 1949] 25263-26-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

No 8930. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, contre HENRI MARCIL, cultivateur, de Saint-Thomas, district de Joliette.

2. The incorporeal immovable rights thus described: the rights owned by the said late Léo Nolet in virtue of and pursuant to the terms of a lease and promise of sale consented to him by Achille Morissette before C. E. Gosselin, notary, on the 19th of April, 1943, under number 23 75, said lease and promise of sale affecting the immovable known under Part of No. twenty-one (Pt. 21-1) of the aforesaid cadastre, minus the part belonging to Edmond Taschereau and that belonging to J. Albert Michaud, heretofore of "Plessisville Furniture". The defendant having acquired said rights from the heirs of the late Léo Nolet, represented by their tutor *ad hoc* Delphis Roy, as per contract received before Notary Bennett Feeney, on June 4, 1946, under No. 12396 of his minutes.

To be sold at the church door of the village of Plessisville, county of Megantic, on the SECOND day of the month of AUGUST, 1949, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Court House, Sheriff.
Arthabaska, June 27, 1949. 25277-26-2

HULL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Quebec

No. 51990 { J. HARRY FUGERE, lumber mer-
chant, of the city of Quebec,
plaintiff; vs ALEX BERGERON,
lumber merchant, of Maniwaki, defendant.

A lot of land or emplacement situate on the west side of Laird street in the village of Maniwaki, forming part of the lot of land number two-one hundred and four (Part 2-104) in the front range of the Désert river, in the township of Maniwaki, measuring forty-seven feet in width on Laird street, by sixty-six feet in depth and bounded as follows: in front on the east by said Laird street, in depth on the west by lot No. 2-103, on one side towards the north by lot No. 2-105, and on the other side to the south by another emplacement also part of said lot No. 2-104, belonging to Jules Brazeau or representatives—the house and all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A saw-mill and a factory for wooden articles erected on a parcel of land, the property of the Crown, of rectangular figure, of about twelve acres, comprising lots 1-10 to 1-16 inclusive, 2-2 to 2-33 inclusive, and 3-1a of the cadastre for the village of Maniwaki, in virtue of a lease dated the 9th of May, 1945. Only the buildings erected on said lots are seized.

To be sold at the parochial church door of Maniwaki, on the FIFTH of AUGUST, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, I. ST. PIERRE,
Hull, June 25, 1949. Sheriff.
[First insertion, July 2, 1949] 25263-26-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

No. 8930. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal; against HENRI MARCIL, farmer, of Saint-Thomas, district of Joliette.

Saisis comme appartenant au défendeur:

"1. Les lots numéros quarante et quarante et un (40 & 41) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Charles Borromée, comté de Joliette, avec bâtisses y érigées, lesdits lots ne formant qu'une seule exploitation et devant être vendus en bloc, suivant jugement de cette cour en date du 9 mai 1949; mais sujet au bail consenti par le défendeur le 26 avril 1949, devant le notaire Jean-François Hétu, à Francis Henry Jones, et enregistré au bureau d'enregistrement de Joliette sous le No 85154, pour le terme d'un an du 26 avril 1949";

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, au palais de justice, en la cité et le district de Joliette le TROIS AOUT 1949, à DIX heures du matin.

"2. Les lots numéros deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent quatorze deux cent quinze, deux cent soixante-cinq et deux cent soixante-six (203, 204, 205, 214, 215, 265, 266) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas de Joliette, comté de Joliette, avec bâtisses y érigées, lesdits lots ne formant qu'une seule exploitation et devant être vendus en bloc, suivant jugement de cette cour en date du 9 mai 1949; mais à distraire des lots 214 et 215 les lisières de terrain vendues par le défendeur à Sa Majesté le Roi, suivant titre passé devant le notaire Armand Lavallée et enregistré à Joliette sous le No 85343, d'une superficie totale de un arpent et 906 millièmes d'arpent carré";

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, district de Joliette, le TROIS AOUT 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 20 juin 1949. 25261-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1949]

Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec, { GÉRARD PRES-
District de Montréal, { SEAU, entrepreneur-
No. 257535 { électricien, de la cité de
Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur, vs,
GEORGES NADEAU, de la cité et du district
de Montréal, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un morceau de terre de forme irrégulière situé à Notre-Dame de la Merci, ci-devant connu et désigné comme étant partie du lot de terre numéro quatorze (P.L. 14) du neuvième rang du canton de Chilton, lequel morceau de terre peut être spécialement décrit comme suit: comprenant tout le terrain en dedans d'une ligne imaginaire qui partirait d'un point sur le côté ouest du chemin du lac Ouareau à quinze pieds au sud, d'une clôture dans une direction ouest en droite ligne et perpendiculairement à la ligne du chemin du lac Ouareau pour atteindre la ligne sud du terrain de Brien et Dauphin, de là suivant, cette ligne vers le nord-ouest jusqu'au lac Ouareau, de là suivant le bord du lac vers l'ouest, le sud et l'est jusqu'à une autre ligne imaginaire qui serait tirée parallèlement à la ligne du point de départ et à une distance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds (385') au sud de cette ligne, irait dans une direction est une distance de trois cents pieds (300') jusqu'au chemin du lac Ouareau et finalement tournant vers le nord en suivant ce chemin

Seized as belonging to the defendant:

"1. Lots numbers forty and forty-one (40 & 41) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Charles Borromée, county of Joliette, with buildings thereon erected the said lots forming but one and the same lot of land and to be sold "en bloc", pursuant to a judgment of the said Court, bearing date the 9th day of May, 1949; but subject to a lease granted by the defendant on the 26th of April, 1949, before Notary Jean-François Hétu, to Francis Henry Jones, and registered at the Registry Office of Joliette under No. 85154, for the period of one year from the 26th of April, 1949";

To be sold "en bloc" at my office, in the Court House, in the city and district of Joliette, on the THIRD day of AUGUST 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

"2. Lots numbers two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and sixty-five and two hundred and sixty-six (203, 204, 205, 214, 215, 265, 266) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Thomas de Joliette, county of Joliette, with buildings thereon erected, the said lots forming but one and the same lot of land and to be sold "en bloc", pursuant to a judgment of the said Court dated the 9th of May, 1949; but to be deducted from lots 214 and 215 the strips of land sold by the defendant to His Majesty the King, according to title-deeds passed before Notary Armand Lavallée and registered at Joliette under No. 85343, having a total superficial area of one arpent and 906 thousandths of a square arpent";

To be sold, "en bloc", at the church door of the parish of Saint-Thomas, district of Joliette on the THIRD day of AUGUST 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, June 20, 1949. 25261-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Superior Court

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Québec, { GÉRARD PRES-
District of Montréal, { SEAU, electrical con-
No. 257535 { tractor, of the city of
Saint John's, district of Iberville, plaintiff, vs
GEORGES NADEAU, of the city and district
of Montréal, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A parcel of land of irregular figure situate at Notre-Dame de la Merci, heretofore known and designated as being a part of the lot of land number fourteen (Pt.L.14) of the ninth range of the township of Chilton, the said parcel of land may be particularly described as follows: Comprising all the land within an imaginary line which would start at a point on the west side of the Lake Ouareau road at fifteen feet south of a fence in a westerly direction in a straight line and perpendicular to the line of the Lake Ouareau road extending to the south line of the land of Brien and Dauphin, thence, following the said line northwestward as far as Lake Ouareau, thence following the shore of the lake westward, southward and eastward as far as another imaginary line to be drawn parallel to the line of the starting point and at a distance of three hundred and eighty-five feet (385') south of the said line, running in an easterly direction a distance of three hundred feet (300') up to the Lake Ouareau road and finally turning northward and following

jusqu'à une distance de quinze pieds (15') au sud de la clôture qui sert de point de départ. Le tout est borné au sud partie par le vendeur et partie par le lac, au nord partie par le vendeur, partie par Brien et Dauphin et partie par le lac, au haut est par le chemin du lac Ouareau et au haut ouest par le lac, ce morceau de terre faisant maintenant partie du lot No. quatorze A (P.L. n° 14-A) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Chilton 9e rang, avec toutes les bâtisses construites sur ledit morceau de terre.

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Montcalm, en la paroisse de Sainte-Julienne-de-Rawdon, dans le district de Joliette, le QUATRE AOUT 1949, à dix heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **ROLAND PERRAULT.**
Joliette, le 20 juin 1949. 25262-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1949]

Le Shérif,

the said road for a distance of fifteen feet (15') south of the fence which serves as the starting point. The whole is bounded on the south partly by the vendor and partly by the lake, on the north partly by the vendor, partly by Brien and Dauphin and partly by the lake, on the upper west by the Lake Ouareau road and on the upper west by the lake, the said parcel of land now forms part of lot number fourteen A (Pt. L. 14-A) on the official plan and in the book of reference for the township of Chilton, 9th range—with all the buildings erected on the said parcel of land.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Montcalm, in the parish of Sainte-Julienne-de-Rawdon, in the district of Joliette, on the FOURTH day of AUGUST, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **ROLAND PERRAULT**
Joliette, June 20, 1949. 25262-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Sheriff.

RIMOUSKI

Fieri facias de bonis et de terris
COUR DE MAGISTRAT

Canada, { **J. H. RIOUX**, marchand,
Province de Québec, { autrefois de Luceville
N° 15054 C.M. { et actuellement de Price,
demandeur, vs **ARTHUR MICHAUD**, de l'en-
droit appelé St-François Xavier des Hauteurs
(ouest), défendeur.

Le lot no 31, rang 2, canton Ouimet à St-François Xavier des Hauteurs (ouest), borné au nord par Adhémar Plante, à l'est à Anacleto Banville, au sud à Ernest Chasseur, à l'ouest à la réserve Ouimet avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église Saint-François Xavier des Hauteurs le 2 août 1949 à 10 heures a.m.

Bureau du Shérif, **CHARLES GARON.**
Rimouski, 25 juin 1949. 25274-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1949]

Le Shérif,

RIMOUSKI

Fieri facias de bonis et de terris
MAGISTRATE'S COURT

Canada, { **J. H. RIOUX**, merchant,
Province of Quebec, { heretofore of Luce-
No. 15054 M.C. { ville and actually of Price,
plaintiff; vs **ARTHUR MICHAUD**, of the place
called St-François-Xavier des Hauteurs (ouest),
defendant.

Lot No. 31, of range 2, township of Ouimet at St-François-Xavier des Hauteurs (ouest), bounded on the north by Adhemar Plante, on the east by Anacleto Banville, on the south by Ernest Chasseur, on the west by the Ouimet Reserve—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-François-Xavier des Hauteurs, on the Second day of August 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **CHARLES GARON,**
Rimouski, June 25, 1949. 25274-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, { **J. ROLAND GAGNON**,
Province de Québec, { marchand, de Cap-
District de Rimouski, { Chat, district de Rimous-
N° 10585. { ki, demandeur; vs **FIR-**
MIN DESCHENES, de Mont-Albert, district
de Rimouski, défendeur.

Un terrain au premier rang de Ste-Anne des Monts, Cté de Gaspé-Nord, mesurant une largeur de 75 pieds au chemin royal sur une profondeur de nord au sud de 80 pieds, désigné comme faisant partie du lot N° 21 du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle, borné au nord et à l'est par le résidu du lot N° 21 de Sieur Narcisse Pelletier, au sud au chemin royal et à l'ouest par le lot N° 20 de Sieur Omer Paquet avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, le TROIS AOUT 1949, à DEUX heures p.m.

Bureau du Shérif, **CHARLES GARON.**
Rimouski, 25 juin 1949. 25273-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

Le Shérif,

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, { **J. ROLAND GAGNON**
Province of Quebec, { merchant, of Cap-
District of Rimouski, { Chat, district of Ri-
No. 10585. { mouski, plaintiff; vs **FIR-**
MIN DESCHENES, Mont-Albert, district of
Rimouski, defendant.

A lot of land in the first range of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, measuring a width of 75 feet at the King's Highway by a depth from north to south of 80 feet, described as forming part of lot No. 21 of the official cadastre for Block "A" of the township of Tourelle, bounded on the north and east by the residue of lot No. 21 of Sieur Narcisse Pelletier, on the south by the King's Highway and on the west by lot No. 20 belonging to Sieur Omer Paquet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Anne-de-Monts, on the THIRD day of AUGUST, 1949 TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **CHARLES GARON,**
Rimouski, June 25, 1949. 25273-26-2
[First insertion, July 2, 1949]

Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
COUR SUPÉRIEURE

Canada, { **LÉONIDAS DUBÉ**,
Province de Québec, { journalier, domici-
District de Rimouski, { lié à Mont-Joli, district
No. 10598, { de Rimouski, demandeur;
vs **RAYMOND ROUSSEL**, cultivateur, domici-
lié à St-Moïse, district de Rimouski, défendeur.

Le lot n° 34 du rang sud-ouest, chemin Kempt,
dans le canton Cabot, avec bâtisses ci-dessus
construites, circonstances et dépendances, les
impenses, défrichements et tous les droits de
préemption sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Moïse, district de Rimouski, le 5 août 1949 à 10
heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CHARLES GARON**.
Rimouski, 25 janv. 1949. 25272-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
SUPERIOR COURT

Canada, { **LÉONIDAS DUBÉ**,
Province of Quebec, { labourer, domiciled
District of Rimouski, { at Mont-Joli, district of
No. 10598, { Rimouski, plaintiff; vs
RAYMOND ROUSSEL, farmer, domiciled at
St-Moïse, district of Rimouski, defendant.

Lot No 34 of the range southwest, Kempt
road, in the township Cabot,—with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies,
improvements, clearings and all preemption
rights on the said lot.

To be sold at the church door of St-Moïse,
district of Rimouski, on the FIFTH day of
AUGUST, 1949, at TEN o'clock A.M.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, June 25, 1949. 25272-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Canada, { **FERDINAND SOU-**
Province de Québec, { **CY**, journalier, de St-
District de Rimouski, { Narcisse, district de Ri-
No. 18979, { mouski, demandeur; vs
GONZAGUE ROSS, de St-Robert Bellarmin,
demeurant actuellement à Ste-Blandine, Cté de
Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Le lot N° 75 de la subdivision officielle du lot
N° 521-75 au cadastre officiel de la ville St-Ger-
main de Rimouski, borné au nord-ouest par les
lots 521-74 (Jean Gagné), et 521-73 (Albert H.
Ouellet), au nord-est par le lot 521-72 (Napo-
léon Joubert), au sud-est par le lot 521-96 (la rue
St-Joseph), au sud-ouest par le lot 521-76 (Wil-
frid Voyer), mesurant 50 pieds de largeur par
quatre-vingt-dix pieds de profondeur, contenant
en superficie quatre mille cinq cents pieds car-
rés (m.a.) avec bâtisses ci-dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Cet immeuble est sujet à la rente foncière de
\$18.00 par année à Octave Michaud.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Robert Bellarmin le PREMIER AOÛT à DIX
heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CHARLES GARON**.
Rimouski, 25 juin 1949. 25276-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, { **FERDINAND SOU-**
Province of Quebec, { **CY**, laborer, of St-
District of Rimouski, { Narcisse, district of Ri-
No. 18979, { mouski; vs **GONSA-**
GUE ROSS, of St-Robert Bellarmin, residing
actually at Ste-Blandine, county of Rimouski,
district of Rimouski, defendant:

Lot No. 75 of the official subdivision of lot
No. 521-75 on the official cadastre for the town
of St-Germain de Rimouski, bounded on the
northwest by lots 521-74 (Jean Gagné), and
521-73 (Albert H. Ouellet), on the northeast by
lot 521-72 (Napoléon Joubert), on the south-
east by lot 521-96 (St. Joseph street), on the
southwest by lot 521-76 (Wilfrid Voyer), mea-
suring fifty feet in width by ninety feet in depth,
containing a superficial area of four thousand
five hundred square feet (E.M.), with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

The said immovable is subject to a ground
rent of \$18.00 per annum payable to Octave
Michaud.

To be sold at the church door of St-Robert
Bellarmin, on the FIRST day of AUGUST,
1949, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, June 25, 1949. 25276-26-2
[First insertion: July 2, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, { **JOSAPHAT RIOUX**,
Province de Québec, { boucher et épiciier, de
District de Rimouski, { l'endroit appelé Naza-
N° 20086, { reth, Cté Rimouski, de-
mandeur; vs **DESIRE MICHAUD**, du même
lieu.

Le lot N° 24 du cadastre officiel de Notre-
Dame du Sacré-Cœur, mesurant 60 pieds de
front par 130 de profondeur, borné au nord à
Louis Lepage, à l'est à René Côté le vendeur, au
sud à Prudent Sirois, à l'ouest en front à la rue,
avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Na-
zareth le PREMIER AOÛT 1949, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CHARLES GARON**.
Rimouski, 25 juin 1949. 25275-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, { **JOSAPHAT RIOUX**,
Province of Quebec, { butcher and grocer,
District of Rimouski, { of the place called Naza-
No. 20086, { reth, county of Rimous-
ki, plaintiff; vs **DESIRE MICHAUD**, of the
same place.

Lot No. 24 of the official cadastre for Notre-
Dame-du-Sacré-Cœur, measuring 60 feet in
front by 130 feet in depth, bounded on the north
by Louis Lepage, on the east by René Côté the
vendor, on the south by Prudent Sirois, on the
west in front by the street, with the buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies.

To be sold, at the church door of Nazareth,
on the FIRST day of AUGUST, 1949, at TWO
o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, June 25, 1949. 25275-26-2
[First insertion, July 2, 1949]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure,
District de St-François, { **LA BANQUE CA-**
N° 7276 **NADIENNE DE**
COMMERCE, corps
incorporé et politique, ayant une place d'affaires
dans la cité de Sherbrooke, district de St-Fran-
çois, demanderesse, vs **COLIN GOODFELLOW**,
cultivateur, du comté de Sherbrooke, district de
St-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Subdivision lot numéro un, du lot numéro
huit, (8-1) sur le plan du Cadastre et dans le
livre de Renvoi Officiel pour le Canton d'Or-
ford, avec les bâtisses et améliorations dessus éri-
gées et faites, le tout appartenant à Colin D.
Goodfellow, par transmission en vertu du tes-
tament de feu James Goodfellow, Sr., enregistré
le 2 octobre 1933 à B-87-656, Sherbrooke."

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais
de Justice, Sherbrooke, le **QUATRE AOUT**,
1949, à **DIX** heures a.m. (heure avancée).

Bureau du Shérif, **J. P. C. LEMIEUX**,
Sherbrooke, le 23 juin 1949. 25264-26-2-o
[Première insertion, 2 juillet 1949]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court,
District of St. Francis, { **THE CANADIAN**
No. 7276 **BANK OF COM-**
MERCE, body cor-
porate and politic, having a place of business
at the City of Sherbrooke, district of St. Francis,
plaintiff, vs **COLIN GOODFELLOW**, farmer,
of the county of Sherbrooke, district of St.
Francis, defendant.

As belonging to the defendant:

"Subdivision Lot number one of lot number
eight (8-1) on the Cadastral Plan and in the
Book of Reference for the Township of Orford,
together with the buildings and improvements
thereon erected and made, the whole belonging
to Colin D. Goodfellow by transmission under
the will of the late James Goodfellow, Sr., re-
gistered October 2nd, 1933, at B-87-656, Sher-
brooke."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House,
Sherbrooke, the **FOURTH** of **AUGUST** 1949,
at **TEN** a.m. (daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke this 23, of June 1949. 25264-26-2-o
[First insertion, July 2, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 29

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

David vs Berberi	1748
St. Amour vs Filion	1748

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

727, section "A" — Cordonniers et savetiers dans les cités des Trois- Rivières et Cap-de-la-Madeleine	1750
--	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1729

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1729

AVIS DIVERS:

Grace Church (Corporation)	1748
La Caisse Populaire du Lac Édouard (Fondation)	1749
Les Productions Renaissance Inc. (Di- recteurs)	1750
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Fran- çois de Sales (Formation)	1749
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Nar- cisse (Formation)	1749
Rivière Mailloux Land & Development Co. (Distribution de l'actif)	1749
Syndicat Coopératif du Téléphone de Sainte-Emmélie (Fondation)	1749

CHARTES — ABANDON DE:

Germain Lépine Limitée — Germain Lépine Limited	1751
Glass Fibers Limited	1751
La Compagnie Beaugard, Limitée ...	1751
North Siscoe Mines Limited	1751
Ski Tows Limited	1751
West Siscoe Gold Mines, Limited	1752
Whitehall Estates Limited	1752

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

David vs Berberi	1748
St. Amour vs Filion	1748

ORDER IN COUNCIL:

727, part "A" — Shoemakers and cobblers of the cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine	1750
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1729

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

1729

MISCELLANEOUS NOTICES:

Grace Church (Incorporation)	1748
La Caisse Populaire du Lac Édouard (Foundation)	1749
Les Productions Renaissance Inc. (Di- rectors)	1750
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Fran- çois de Sales (Formation)	1749
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Nar- cisse (Formation)	1749
Rivière Mailloux Land & Development Co. (Distribution of the assets)	1749
Syndicat Coopératif du Téléphone de Sainte-Emmélie (Foundation)	1749

CHARTERS — SURRENDER OF:

Germain Lépine Limitée — Germain Lépine Limited	1751
Glass Fibers Limited	1751
La Compagnie Beaugard, Limitée ...	1751
North Siscoe Mines Limited	1751
Ski Tows Limited	1751
West Siscoe Gold Mines, Limited	1752
Whitehall Estates Limited	1752

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES
AFFAIRES:

Knowles and Foster 1752

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Saint-
Anselme 1753

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:
Coteau St-Pierre (Protestante) 1756
Mackayville 1753
Nativité-de-Laprairie, paroisse de 1754

TERRES ET FORETS:

Plessisville, village de 1757
Québec, cité de 1757

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la
fabrication du métal en feuille (Ap-
probation de règlements) 1758
Comité conjoint de l'industrie de la
fabrication du métal en feuille (Prèle-
vement) 1757
Épiciers-bouchers dans la cité de Joliette
(Avis) 1759
Industrie et métiers de la construction
dans la région de Montréal (Modifi-
cation) 1761
L'Association des employés de l'indus-
trie de la boulangerie et de la pâtis-
serie de Drummondville, Inc. (Avis) 1759

TRÉSOR:

Assurances:

Hardware Dealers Mutual Fire Insu-
rance Company 1763

EXAMENS DU BARREAU:

Laurentides: étude du droit 1764
Québec: étude du droit 1764
Québec: étude du droit 1764

LETTRES PATENTES:

Amor Ring Inc. 1730
Anco Refining Co. Inc. 1731
Arrow Sewing Machine Co. Ltd. 1731
Baldwin's Storage Ltd. 1731
Beauharnois Motor Sales Limitée —
Beauharnois Motor Sales Limited... 1732
Central Novelty Shop 1732
Centre Notre-Dame Inc. 1732
Ciné Gaspé Ltée (Ltd.) 1733
Cinéma Maniwaki - Mont-Laurier Li-
mitée 1733
Circle Paint Store Inc. 1733
Delta Machine and Motor Company.. 1734
De Luxe Cleaners & Dyers Ltd. 1734
Diamants Jodoin Ltée — Jodoin Dia-
monds Ltd. 1734
Ever-Ready Ticket & Label Co. Ltd... 1735
Franklin Manufacturing Co. Ltd. 1735
Gagnon & Frère Inc. 1735
Garage Masson, Ltée 1736
Glamour Shops Inc. 1736
Globe Neckwear Ltd. 1736
Harmony Lane Inc. 1737

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Knowles and Foster 1752

DEPARTMENT NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Saint-
Anselme 1753

EDUCATION:

School Municipality of:
Coteau St-Pierre (Protestant) 1756
Mackayville 1753
Nativité-de-Laprairie, parish of 1754

LANDS AND FORESTS:

Plessisville, village of 1757
Quebec, city of 1757

LABOUR:

Joint Committee of the Sheet Metal
Fabricating Industry (Approval of
By-Laws) 1758
Joint Committee of the Sheet Metal
Fabricating Industry (Levy) 1757
Grocers and butchers in the city of
Joliette (Notice) 1759
Construction industry and trades in
the district of Montreal (Amend-
ment) 1761
L'Association des employés de l'indus-
trie de la boulangerie et de la pâtis-
serie de Drummondville, Inc. (Notice) 1759

TREASURY:

Insurance:

Hardware Dealers Mutual Fire Insu-
rance Company 1763

BAR EXAMINATIONS:

Laurentides: study of law. 1764
Quebec: study of law 1764
Quebec: study of law 1764

LETTERS PATENT:

Amor Ring Inc. 1730
Anco Refining Co. Inc. 1731
Arrow Sewing Machine Co. Ltd. 1731
Baldwin's Storage Ltd. 1731
Beauharnois Motor Sales Limitée —
Beauharnois Motor Sales Limited... 1732
Central Novelty Shop 1732
Centre Notre-Dame Inc. 1732
Ciné Gaspé Ltée (Ltd.) 1733
Cinéma Maniwaki - Mont-Laurier Li-
mitée 1733
Circle Paint Store Inc. 1733
Delta Machine and Motor Company .. 1734
De Luxe Cleaners & Dyers Ltd. 1734
Diamants Jodoin Ltée — Jodoin Dia-
monds Ltd. 1734
Ever-Ready Ticket & Label Co. Ltd... 1735
Franklin Manufacturing Co. Ltd. 1735
Gagnon & Frère Inc. 1735
Garage Masson, Ltée 1736
Glamour Shops Inc. 1736
Globe Neckwear Ltd. 1736
Harmony Lane Inc. 1737

Hatchcraft Ltd.	1737	Hatchcraft Ltd.	1737
Helix Building Limited	1737	Helix Building Limited	1737
Keefer Cigar Store Ltd.	1738	Keefer Cigar Store Ltd.	1738
La Ligue de l'Autonomie des Provinces	1738	La Ligue de l'Autonomie des Provinces	1738
L'Aréna du Cap Limitée	1738	L'Aréna du Cap Limitée	1738
L'Association des Employés de Syndi-		L'Association des Employés de Syndi-	
cats Coopératifs et de Mutuelles.	1739	cats Coopératifs et de Mutuelles.	1739
Les Loisirs de Notre-Dame	1739	Les Loisirs de Notre-Dame	1739
Les Sœurs de la Présentation de Marie		Les Sœurs de la Présentation de Marie	
de Sherbrooke	1740	de Sherbrooke	1740
Martin Motor Sales Ltd.	1740	Martin Motor Sales Ltd.	1740
Modern Buildings Equipment Ltd.	1740	Modern Buildings Equipment Ltd.	1740
Mouton Mfg. Co. Ltd.	1741	Mouton Mfg. Co. Ltd.	1741
Naismith Painting Ltd.	1741	Naismith Painting Ltd.	1741
Nicupt Mines Limited	1741	Nicupt Mines Limited	1741
Northfolk Paper Converters Inc.	1742	Northfolk Paper Converters Inc.	1742
Oxygen Therapy Service Inc.	1742	Oxygen Therapy Service Inc.	1742
Paul Dozois Ltée	1743	Paul Dozois Ltée	1743
Rabow & Tannenbaum Inc.	1743	Rabow & Tannenbaum Inc.	1743
Rifka Inc.	1743	Rifka Inc.	1743
R-Nold Cloak & Suit Co., Ltd.	1744	R-Nold Cloak & Suit Co., Ltd.	1744
Roger Laverdure Limitée	1744	Roger Laverdure Limitée	1744
Roméo Inc.	1744	Roméo Inc.	1744
Rossy Realities, Limited	1745	Rossy Realities, Limited	1745
Sheet Metal Office & Hospital Specialty		Sheet Metal Office & Hospital Specialty	
Ltd.	1745	Ltd.	1745
Société Internationale de Recherches		Société Internationale de Recherches	
Economiques Inc. — International		Economiques Inc. — International	
Economic Research Corporation Inc.	1745	Economic Research Corporation Inc.	1745
Sport Illustre Inc.	1746	Sport Illustre Inc.	1746
Théâtres Laurentiens Inc. — Lauren-		Théâtres Laurentiens Inc. — Lauren-	
tian Theatres Inc.	1746	tian Theatres Inc.	1746
The Open Air Playhouse and School		The Open Air Playhouse and School	
of the Theatre Inc.	1747	of the Theatre Inc.	1747
Universal Feeds Limited	1747	Universal Feeds Limited	1747
Wellington Tire Limited	1747	Wellington Tire Limited	1747
Yamaska Construction Incorporée	1748	Yamaska Construction Incorporée	1748

LIQUIDATION, AVIS DE:

Industrial Co-operative Society of Val-

leyfield, Quebec, Limited. 1764

NOMINATION:

Crépeau, L. de G. 1765

PROCLAMATION:

Concernant l'érection de la paroisse de

l'Immaculée-Conception 1765 |

SIÈGES SOCIAUX:

Fluorescent Service Ltd. 1766

F. Williams Limited 1766 |

SOUMISSIONS:

McMasterville, village de 1768

Sept-Iles, commission scolaire de 1767

VENTE PAR LICITATION:

Mackay *et al* vs Brennan *et al* 1769

VENTES POUR TAXES:

Jacques-Cartier, ville de 1770

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Le Roi vs Denis 1772

ARTHABASKA:

Vachon vs Nolet. 1772

WINDING UP NOTICE:

Industrial Co-operative Society of Val-

leyfield, Quebec, Limited. 1764

APPOINTMENT:

Crépeau, L. de G. 1765

PROCLAMATION:

Concerning the erection of the parish of

l'Immaculée-Conception 1765 |

HEAD OFFICES:

Fluorescent Service Ltd. 1766

F. Williams Limited 1766 |

TENDERS:

McMasterville, village of 1768

Sept-Iles, School Commission of 1767

SALE BY LICITATION:

Mackay *et al* vs Brennan *et al* 1769

SALES FOR TAXES:

Jacques-Cartier, town of. 1770

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

The King's vs Denis 1772

ARTHABASKA:

Vachon vs Nolet. 1772

HULL:

Fugère vs Bergeron 1773

JOLIETTE:

Banque Canadienne Nationale vs Marcil 1773
Presseau vs Nadeau. 1774

RIMOUSKI:

Dubé vs Roussel. 1776
Gagnon vs Deschênes 1775
Rioux vs Michaud. 1775
Rioux, Josaphat vs Michaud, D.. . . . 1776
Soucy vs Ross. 1776

SAINT-FRANÇOIS:

Banque Canadienne de Commerce vs
Goodfellow. 1777

25403-o

HULL:

Fugère vs Bergeron 1773

JOLIETTE:

Banque Canadienne Nationale vs Marcil 1773
Presseau vs Nadeau. 1774

RIMOUSKI:

Dubé vs Roussel. 1776
Gagnon vs Deschênes 1775
Rioux vs Michaud. 1775
Rioux, Josaphat vs Michaud, D.. . . . 1776
Soucy vs Ross. 1776

SAINT FRANCIS:

Canadian Bank of Commerce vs Good-
fellow 1777

25403-o